

Rouge

Supplément
commun LCR/LO

M 1578 N°1060 6F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 22 au 28 avril 1983



AVEC la hausse du Dollar, coté à 7,35 francs le 19 avril à Paris, c'est un véritable garrot qui se resserre sur la politique française. En acceptant de se soumettre à l'ordre capitaliste, tant national qu'international, le gouvernement a fait le choix de céder à ses exigences et injonctions. Aujourd'hui, celles-ci prennent la forme de la « loi du Dollar ».

40 % des achats de la France se règlent en dollars. Toute hausse de 10 centimes de Dollar par rapport au Franc signifie 200 millions de francs de déficit supplémentaires de la balance commerciale par mois ! Un chiffre à rapprocher d'un autre : les 65 milliards de francs que le plan Delors a pour objectif de ponctionner en un an sur la consommation intérieure, afin de tenter de diminuer ce même déficit !

Autant dire que, si la hausse du Dollar se confirme, ce plan est, du point de vue de ses promoteurs, d'ores et déjà un échec. A quoi Delors ne sait donner qu'une réponse : « A Dollar plus cher, rigueur plus sévère ! » Selon la logique du gouvernement, qui est de respecter les exigences capitalistes, il faudrait donc encore et toujours plus d'austérité, encore et toujours plus de sacrifices imposés aux travailleurs. Pour accroître les cadeaux au patronat !

CE qui réjouit le CNPF. Cette politique, c'est celle qu'il réclame. Et Gattaz a choisi le bon moment pour, au sortir de l'Élysée, formuler les nouvelles exigences du patronat : libérer les entreprises des charges représentées par la taxe professionnelle et les allocations familiales, développement par tous les moyens du temps partiel, assouplissement des règles d'embauche et de licenciement, liberté totale des patrons pour réduire les horaires de travail...

Ainsi se trouve confirmée la règle qui veut

que toute concession aux capitalistes ne peut conduire qu'à la capitulation. La « rigueur sans faille » que veut Delors ne peut conduire la majorité qu'à une faillite sans honneur.

C'EST une politique opposée qui impérativement est à l'ordre du jour. Avant leur arrivée au pouvoir, le PS et le PCF expliquaient que, pour ne pas subir la crise, il faut sortir du capitalisme. Le PS parlait de « rupture nécessaire » et le PCF de « l'actualité du socialisme ».

Aujourd'hui, il n'est plus question de discours creux mais de choix pressants : ou accepter les diktats de Gattaz et subir la loi du Dollar, ou défendre les intérêts des travailleurs et

rompre avec le capitalisme.

L'heure est à la mobilisation de toutes celles et tous ceux qui, militants socialistes, communistes, d'extrême gauche, syndicalistes, travailleurs non organisés, refusent de voir leurs intérêts bradés par la majorité qu'ils ont élue, de se laisser conduire à l'échec.

Il faut exiger le retrait du plan d'austérité et imposer la satisfaction des revendications.

Le 1^{er} Mai doit être l'occasion d'une première riposte dans l'unité. Une unité qui se réalise, non en soutien d'une politique inacceptable, mais pour les revendications, pour le retrait des ordonnances, pour une politique au service des travailleurs.

**Le test de
la Caisse d'épargne**

P8

**Immigrés:
Mauroy se laisse
intoxiquer**

P11

**Portugal:
vers une victoire
des socialistes**

P13

**Une contribution
critique
au sein du PC**

P7



Seveso un réquisitoire contre le capitalisme

C E n'est finalement que le 11 mai prochain que débutera l'épilogue judiciaire de l'affaire de Seveso. Les avocats des dirigeants de l'usine Icmesa d'où partit le nuage toxique le 10 juillet 1976 se sont saisis d'un prétexte juridique pour demander un délai supplémentaire. Ils voudraient mettre à profit ce temps pour trouver un compromis financier sur les dédommagements avec les familles plaignantes.

Il avait fallu six ans d'enquête au juge d'instruction chargé de l'affaire pour rendre ses conclusions : la responsabilité, par négligence, dans l'explosion d'un réacteur qui libéra un nuage toxique sur l'agglomération de Seveso, des dirigeants suisses de l'Icmesa (Industrie Chimica Meda Societa per Azioni).

En réalité, l'affaire était, pour l'essentiel, déjà classée avant la fin de l'instruction : les autorités italiennes et le trust Hoffmann-La Roche dont dépend l'Icmesa étaient parvenus, en coulisse, à un accord. Hoffmann-La Roche a même versé la somme presque symbolique — à son échelle — de 103 milliards de lires au gouvernement italien au titre d'indemnités sur les frais engagés à la suite de la catastrophe...

A ce jour, pourtant, les principales questions restent encore sans réponses. Ainsi, combien de dioxine a été libérée dans l'atmosphère par le réacteur de l'atelier B ? Deux kilos selon les autorités, 130 kilos selon F. D. Lee, professeur de chimie à l'université de Londres, spécialiste de la dioxine. On ne le saura probablement jamais puisque les déchets toxiques de l'Icmesa ont été évacués d'Italie le 10 septembre dernier comme on le sait maintenant...

Autre question, elle aussi sans réponse : que sera-t-il fait de ces déchets toxiques ? La dioxine est un composé extrêmement stable, qui se forme à haute température et qu'il semble impossible de détruire totalement. Il faut donc stocker les résidus dans des conteneurs énormes (à cause de l'épaisseur de leurs parois) ou dans des poubelles à déchets radioactifs. Quel pays a finalement accepté de réceptionner le chargement de dioxine ? Des écologistes affirment pour leur part que le gouvernement italien a demandé à l'IMO (International Maritime Organisation) de désigner un comité scientifique *ad hoc* pour envisager l'immersion des résidus dans l'océan Atlantique à l'aide de

fûts spéciaux et à plus de mille mètres de fond. Il faudrait dans ce cas, selon le gouvernement italien, « plusieurs centaines d'années avant que les doubles fûts puissent commencer à relâcher leur contenu dans l'océan ».

Le secret entretenu par le groupe La Roche sur ses activités criminelles empêche d'évaluer la catastrophe sur la santé de la population contaminée ou de celle menacée par le stockage des déchets. Tout, dans cette affaire, a été fait pour brouiller les pistes et banaliser le désastre. Le danger reste entier. Les leçons de Seveso constituent un réquisitoire sans appel contre la production capitaliste.

Le gouvernement français, directement impliqué dans cette affaire au niveau du stockage des déchets, n'a su qu'avouer son impuissance par la voix de la nouvelle secrétaire d'Etat à l'Environnement, Huguette Bouchardeau. Il est vrai que se donner réellement les moyens d'agir l'eût immanquablement conduite à poser la nécessité de mesures de contrôle sur la production et les activités des trusts internationaux de l'industrie chimique. Un contrôle que seuls les travailleurs concernés ont la possibilité de rendre effectif...

La direction reste inébranlable : un test avant la mise en application de la nouvelle réglementation prévoyant la généralisation de la sanction de mise à pied à la SNCF. Devant l'entêtement de la direction, les cheminots décident de la retenir au SERNAM, pour lui dire son fait.

Et peu de temps après, les flics interviennent pour « libérer » le patron !

Les souvenirs d'avant le 10 mai, en uniforme bleu, resurgissent sous un gouvernement de gauche élu par les travailleurs, dans une entreprise nationale. C'est Gattaz, le président du CNPF, qui réclamait,

ces dernières semaines, à Mauroy et Mitterrand l'intervention des forces de l'ordre dans les entreprises occupées !

Les cheminots, eux, face à la provocation policière, ont reconduit la grève. Lundi 18, ceux du SERNAM du Havre ont débrayé en solidarité.

Lundi soir, la direction a proposé d'ouvrir des négociations le jeudi 21, sur la sanction et sur les revendications déposées par les cheminots en grève. Ceux-ci ont suspendu le mouvement jusqu'à jeudi. Leur détermination est toujours aussi forte...

Correspondant

SERNAM-ROUEN Des flics contre la grève

Vendredi 15 avril, au SERNAM Rouen rive gauche, un cheminot est mis à pied après une altercation avec un petit chef. Les délégués syndicaux interviennent à plusieurs reprises pour obtenir le retrait de la sanction. En vain.

Réunis aussitôt en assemblée générale, les cheminots du SERNAM décident, avec le soutien de la section CGT, de se mettre en grève et d'occuper le lieu de travail.

Droite :

Barre éclaire les débats

L'opposition parle programme ! Le RPR propose à l'UDF la rédaction d'un programme commun pour mettre au clair les mesures qu'ils prendraient s'ils revenaient au gouvernement.

Mais, le débat recouvre simplement une étape de la lutte entre états-majors, pour résoudre la question : qui dirigera l'opposition dans les prochains affrontements politiques, les prochaines échéances électorales ?

Lecanuet a tiré le premier après les municipales, proposant que l'UDF se présente aux élections européennes, avec Simone Weil, bien cotée dans les sondages, en tête de liste. Les divergences avec le RPR sur l'Europe, la nécessité de faire apparaître la diversité de l'opposition en présentant des listes séparées, étaient les motifs officiels de cette initiative. Mais personne à droite n'est dupe. Le but est simplement pour l'UDF d'arriver en tête de l'opposition aux européennes, pour faire contre-feu à l'avance aux points pris par le RPR dans les scrutins des 6 et 13 mars 1983.

Riposte de Chirac : une offensive de charme, « *rencontrons-nous et discutons ensemble d'un programme commun* », ce qui ne laisserait plus place à deux listes séparées, lors des prochaines échéances électorales.

Et s'invitant au débat, Barre, « au-dessus des partis », offre une interview exclusive au *Quotidien de Paris*, le 14 avril : « *L'opposition doit éviter le piège du monolithisme et sauvegarder sa diversité* (...). Les élections européennes sont importantes, mais elles ne me paraissent pas essentielles pour l'avenir de la France. Il faut laisser aux formations de l'opposition intéressées le soin de choisir... »

C'est remettre la balle au centre. L'ascension continue. Le problème Giscard est quasiment réglé ; Barre dans les sondages est en voie d'être le premier. Sa capacité à contrer

l'effet Chirac est évidemment sans commune mesure avec l'initiative d'un Lecanuet.

Il n'y aura sans doute ni liste commune aux européennes, ni programme commun à l'initiative du RPR.

En matière de programme, Barre est connaisseur, c'est pour lui un exercice de style, bon pour les gobe-mouches et les périodes électorales. « *Ce qu'il faudra tôt ou tard, explique-t-il dans son interview au Quotidien de Paris, c'est une autre politique fondée sur la liberté et l'initiative des agents économiques, sur l'abolition des contrôles de toute sorte, sur l'allègement des charges sociales et de la fiscalité, sur une réduction sensible de l'importance du secteur public dans notre économie.* » En quelques phrases, voilà les lignes directrices des revendications du CNPF depuis belle lurette. Et Raymond Barre ne voit évidemment pas l'utilité de la rédaction d'un « *programme commun de l'opposition* » pour les mettre en œuvre.

Il ne veut pas entendre parler non plus d'une unité trop criante. Ce serait, dit-il, le meilleur cadeau à la majorité, pour rassembler malgré tout, contre une « *droite revancharde* », dans laquelle le RPR de Chirac occuperait une place trop importante.

Au jeu de la « *diversité maintenue de l'opposition* », Barre part gagnant. Sa cote est bonne à l'UDF, son écho important dans le RPR. La réciproque n'est pas vraie pour Chirac. Rien d'étonnant à ce que, dans son interview, il attaque la politique de la majorité en visant directement Mitterrand : « *N'accablons pas le Premier ministre car, de tout cela, la responsabilité se trouve, sous la V^e République, à l'Élysée.* » C'est ce poste-là qu'il vise.

Le prétexte de la discussion sur le programme, enfin, est d'autant plus plaisant, à l'examen des « états-majors » des deux partis de l'opposition aujourd'hui. On y retrouve les

« penseurs » de l'extrême droite, formés aux mêmes écrits et écoles, des groupuscules fascistes des années soixante et autre GRECE, aux bureaux politiques, comités centraux et groupes parlementaires de l'UDF et du RPR. Défenseurs aujourd'hui d'un « libéralisme », dont la hiérarchie sociale dépendrait de la hiérarchie biologique !

« *L'avenir de notre pays ne saurait être assuré par un égalitarisme qui entraîne un nivellement par le bas, mais par la formation et la protection (sic) d'élites socialement ouvertes...* », explique Barre au *Quotidien de Paris*, écartant un moment sa fausse image de penseur sage et bonhomme. Même son de cloche.

La droite, contrariée par le deuxième tour des municipales, continue à préparer son retour au gouvernement. Les batailles des chefs et les débats de programme ne doivent pas masquer l'organisation des troupes, l'affûtage des mesures économiques et politiques, reflets directs des volontés du patronat, du CNPF. A propos, aucun député de droite n'était présent au Parlement lors des débats sur la réglementation des « *sociétés de gardiennage* », repaires d'étranges barbouzes et autres ex-SAC. Un hasard qui ressemble fort à un aveu.

Michel Morel

BASQUES otages diplomatiques

Miguel Arrugaeta, qui était incarcéré à Périgueux depuis le 4 mars (voir *Rouge* n° 1059), a été mis en liberté par la cour d'appel de Bordeaux. Cependant, une nouvelle mesure d'assignation à résidence en Dordogne a été prise par le commissaire de la République (en clair, par le gouvernement). Et Miguel n'a toujours pas de réponse à sa demande de statut de réfugié que réclame avec lui le comité de soutien de Périgueux.

Turin

RENCONTRE INTERNATIONALE
DES FEMMES SUR LE TRAVAIL

Cette rencontre se déroulera les 23, 24 et 25 avril. De nombreuses délégations des pays européens, des débats, des perspectives d'action...

La question du travail sera abordée en relation avec tous les aspects de la vie des femmes : la famille, la prise en charge des enfants, la culture, les luttes, le féminisme et ses rapports avec les luttes ouvrières et le mouvement syndical.

Nous rendrons compte de ces débats dans les prochains numéros de *Rouge*.



NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE				Nom :
	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER	Prénom :
1- AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F	Adresse :
2- INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F			Formule choisie :
3- SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F			Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80
4- CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F	

Rouge

• Edite par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil Tél 859 00 31
• Directeur de la publication Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108
Montreuil Tél 859 00 80 (lignes groupées)

Contre l'austérité

Le 1^{er} mai, nouveau départ pour la mobilisation unitaire

EN appelant ensemble à manifester le 1^{er} Mai à Paris, la CGT, la CFDT et la FEN, — malgré le refus traditionnel de FO — donnent à tous les militants ouvriers, aux travailleurs, l'occasion de dire non à l'austérité au service des patrons.

Dans la rue. Pour la première fois depuis quatre ans...

Cet exemple est important nationalement : partout il peut permettre d'emporter la même décision. Et il ne s'agit pas simplement là d'une manifestation sans lendemain, ni d'un coup de chapeau à « une célébration traditionnelle ».

Le 1^{er} Mai 1983 se confond avec le deuxième anniversaire de la victoire contre Giscard. Juste quelques semaines après l'annonce d'un deuxième plan de super-austérité... Au moment où la majorité PS-PC peut être applaudie par Barre qui attend qu'elle périsse après avoir trahi l'espoir des travailleurs et des jeunes.

Pour rejeter les ordonnances

A ces ordonnances, à ces mesures d'austérité, il faut dire non. Pas à la façon des directions CGT, CFDT et FEN de la région parisienne. Elles « ne sont pas d'accord avec la stratégie du plan gouvernemental », écrivent-elles en effet, sans proposer le moindre moyen pour changer cette politique...

Est-ce logique, pour les directions syndicales, de ne rien faire pour empêcher l'application du plan d'austérité, tout en le condamnant ? S'agit-il de défendre les intérêts des travailleurs ? Ou s'agit-il, en réalité, de ne pas gêner la politique d'austérité, tout en faisant semblant de ne pas l'approuver ?

De nombreux travailleurs auront à cœur de dire cela : oui, il faut agir ensemble pour imposer le retrait des ordonnances et l'abandon des mesures d'austérité.

Contre la politique d'austérité

« L'avertissement » des municipales n'a pas suffi : le PS et le PC espèrent, visiblement, que les travailleurs se résignent malgré tout...

Il faut donc prendre d'autres

moyens. Pour se faire entendre !

Peut-on, en effet, supporter sans réagir que le SNAV — les syndicats des patrons d'agences de voyages — ait obtenu ce qu'il voulait et pas les travailleurs ? Comment les directions syndicales peuvent-elles répondre à cette question, elles qui écrivent qu'elles « ne sont pas d'accord »... avec la politique d'austérité du gouvernement.

Les patrons des agences de voyages sont-ils si forts et les travailleurs si faibles ? Une campagne d'agitation et une manifestation ont permis à ces patrons de faire transformer les mesures pour protéger leurs intérêts. Et les syndicats ouvriers seraient incapables de faire mieux, incapables de faire abroger ces ordonnances d'austérité. Réduits seulement à écrire qu'ils « ne sont pas d'accord » pendant que les mesures s'appliquent ?

Ensemble pour agir

D'ores et déjà, de nombreux syndicats demandent à leurs directions locales, régionales, confédérales, d'organiser l'action : une manifestation interprofessionnelle unitaire, une grève générale de 24 heures... pour que le « non à l'austérité » dans les entreprises et dans la rue vienne réaffirmer avec force « l'avertissement » des municipales. Cette question de la mobilisation contre l'austérité au service des patrons est et sera au centre des préoccupations pour tous ceux qui préparent le 1^{er} Mai unitaire. Elle sera présente avec force dans la manifestation elle-même.

Elle est aujourd'hui décisive : pour que dans chaque entreprise, une perspective commune permette de se mobiliser. Pour mettre en échec l'attaque au pouvoir d'achat des travailleurs. Mais aussi pour rejeter les attaques contre les systèmes de protection sociale, et l'offensive en cours contre le droit à l'emploi des femmes sous la forme du développement du travail à temps partiel.

En rejetant les ordonnances, il s'agit aujourd'hui de réaffirmer l'actualité des revendications. De montrer la nécessité d'affronter les patrons et imposer l'abandon de cette politique au service des patrons. De mettre à l'ordre du jour les solutions connues depuis longtemps dans le mouvement ouvrier (voir page 6).



L'unité oui, mais pour nos revendications !

Dans cette bataille contre l'austérité, une attention particulière doit être apportée à la solidarité avec les immigrés, de plus en plus menacés par une campagne raciste, qui a déjà marqué les municipales. Une campagne qui, si le mouvement ouvrier ne réagit pas, risque fort de se solder par le renvoi de cent mille immigrés et de leurs familles d'ici la fin de l'année ; puisque tels sont certains projets officiels encore non publiés...

Contre la campagne raciste

Cela donne toute son importance à l'accord unitaire réalisé entre la CGT, la CFDT et la FEN de la région parisienne, dont le texte, sur ce point, mérite de servir d'exemple : « Des campagnes racistes, y lit-on, sont animées dans le seul objectif d'opposer travailleurs français et immigrés, d'exercer une pression sur les conditions de vie et de travail de tous. »

« Les travailleurs français et immigrés sauront déjouer les pièges du racisme et prendre, dans la plus large fraternité, les initiatives nécessaires pour répondre et s'opposer aux campagnes xénophobes, racistes et mensongères, et pour défendre les intérêts d'une seule et même classe ouvrière, dont le seul objectif est de vivre mieux et de travailler autrement, ensemble. »

Contre l'impérialisme

En même temps que les exigences de la classe ouvrière française, ce 1^{er} Mai doit être un moment fort de la solidarité internationale.

Solidarité avec Solidarnosc qui a décidé d'appeler les travailleurs polonais à descendre dans la rue.

Et solidarité avec les combattants du Salvador, avec le Nicaragua révolutionnaire, attaqués aujourd'hui par les forces réactionnaires soutenues, financées, aidées par Reagan. Le même Reagan qui veut imposer ses fusées en Europe et qui veut mainte-

nir la domination des puissances d'argent sur l'Amérique latine.

Ainsi, le 1^{er} Mai sera le coup d'envoi de la préparation de la manifestation du 19 juin. Pour dire non à Reagan qui intervient au Salvador et au Nicaragua ; non à Reagan fauteur de guerre, non à l'implantation de missiles US en Europe en 1983.

Pour la LCR, aucune hésitation n'est possible : ce 1^{er} Mai doit être un nouveau départ de la mobilisation unitaire, contre toute politique au service des patrons. En participant à ces manifestations, le seul souci sera de permettre aux travailleurs d'agir contre tous leurs ennemis, dans notre pays et partout dans le monde.

Pas une minute ne doit être perdue : tout ce qui fera avancer la mobilisation pour le 1^{er} Mai préparera le développement de l'action unitaire de la classe ouvrière, dont personne, aujourd'hui, ne peut plus nier la nécessité.

Pierre Rème

Avec Solidarnosc

Au moment même des manifestations en France, Solidarnosc appelle les travailleurs polonais à descendre dans la rue. Une telle initiative est lourde de sens. Comme preuve de leur refus de plier devant la dictature militaire, mais aussi comme symbole d'un engagement politique : alors que la classe ouvrière polonaise désertait depuis des années le 1^{er} Mai comme fête célébrée par la bureaucratie, l'initiative de cette année-ci vise au contraire à se réapproprier ce lien avec les traditions ouvrières internationales.

Le texte de l'appel, dont nous reproduisons ici un extrait, le démontre nettement. (1) (cf. article en page 12).

« Ici, en Pologne, nous ne luttons pas seulement pour nos propres affaires. Nous sommes profondément convaincus que notre lutte a une dimension universelle. Elle élargit les espaces de liberté et de justice dans le monde contemporain. Nous avons besoin de votre soutien. Le jour du 1^{er} Mai, manifestez votre solidarité avec la lutte des travailleurs polonais. »

Nous serons nombreux à répondre, en soutien à leur lutte exemplaire : « socialisme oui, stalinisme non ».

1. Le texte intégral de cet appel est publié dans le numéro d'Inprecor du 26 avril.



Les faux-semblants de Maire et de Krasucki

Quimper

Contrôle ouvrier pour l'emploi

IL n'est, dit-on, de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre... Cette vieille réflexion de la sagesse populaire vaut en ce moment pour les directions syndicales et pour leurs projets de journées ou de semaines d'action.

Leur but est le même ; le 21 avril pour la métallurgie CGT, la dernière semaine d'avril pour la confédération CFTD, la première semaine de mai pour le SNES : ils donnent l'occasion aux travailleurs de protester contre les ordonnances, contre les mesures d'austérité.

Curieuse réponse : les travailleurs les ont-ils attendus pour dire qu'ils sont mécontents ? Certainement pas. C'est même cette colère de la base qui oblige les directions à organiser le minimum de réactions.

En revanche, que veulent les travailleurs ? Les moyens d'agir pour ne pas subir une politique qui, manifestement, s'est mise au service des patrons. Et on leur répond : voici les moyens de dire que ça ne va pas...

Ainsi, les directions syndicales se maintiennent, soigneusement, un pas en arrière des travailleurs. Pour être sûres de ne pas les inciter à aller trop de l'avant, elles veulent donner l'impression de faire quelque chose.

Gageons cependant que les travailleurs, eux, chercheront à se faire entendre. Comme en témoignent les multiples prises de positions des syndicats ou de sections de base qui n'ont pas attendu le calendrier éclaté proposé par les directions confédérales.

Chaque « journée », chaque assemblée générale, seront l'occasion



d'exiger l'unité d'action, une unité d'action rendue possible cette année pour le 1^{er} Mai, mais refusée pour l'action revendicative. Pour débattre des véritables moyens de s'opposer au plan d'austérité : des manifestations unitaires, interprofessionnelles au niveau des villes et des régions, et une journée de grève nationale unitaire interprofessionnelle. De tels moments forts sont en effet indispensables pour développer la mobilisation. Cette mobilisation que Maire, Krasucki et leurs collègues refusent au nom de la solidarité avec leurs amis politiques devenus ministres.

P. R.

EMPLOI, un vendredi noir pour Quimper et sa région », titrait Ouest-France le 9 avril. Le dépôt de bilan des faïenceries HB Henriot (200 salariés), 64 licenciements annoncés à Rapidex Galva, une vingtaine à Monoprix, la fermeture des Papeteries de l'Odette, la suppression de lignes à la CAT (transports urbains), aggravaient la plaie du chômage, dans une région déjà fortement touchée.

Dès le dépôt de bilan, le vendredi 8 avril, les travailleurs et travailleuses d'HB Henriot, décidaient d'occuper l'entreprise. Les flics les cernent vers 22 heures, mais n'interviendront pas. Une journée « portes ouvertes » dé-

cidée sur le champ, verra 3 000 personnes défilier le lendemain dans les ateliers.

Le lundi 11 avril, en assemblée générale, les travailleurs et travailleuses d'HB Henriot décident de reprendre la production, mais interdisent l'accès de l'usine à la direction, suspendent les « responsabilités disciplinaires » des agents de maîtrise, qui conservent leur fonction technique, suppriment le contrôle de la production individuelle. « Nous établissons, expliquent-ils, un état journalier de ce qui aura été fait collectivement. »

Les faïenceries, une production traditionnelle, depuis le XV^e siècle ! Un personnel qualifié dans une usine pour le moins vétuste. « 500 ans de vie, un an pour mourir », explique une affiche dans les ateliers. Des salaires de misère : un peintre hautement qualifié, après 39 ans de présence, gagnait 4 300 francs en mars 1982, et seulement 3 700 francs en février 1983, pour 89 heures de travail et 80 heures de chômage partiel !

« La crise chez Henriot, explique M. Robert, délégué CGT, est due à l'irresponsabilité des responsables. Le droit de propriété ne donne pas le droit de licencier une centaine de personnes. Le patrimoine d'HB Henriot, ce ne sont pas les murs vétustes, ce sont les qualifications et le savoir-faire du personnel. C'est cela qu'il faut sauver. »

Le mardi 12 avril, les unions locales CGT, CFTD, FO, FEN CFTC, CGC, appellent à une manifestation le jeudi 14 « pour gagner la bataille de

l'emploi ». PS, PCF, JC, LCR... soutiennent. Les travailleurs de Quimper se mobilisent, 3 000 manifestants, « du jamais vu... ». Ceux et celles d'Henriot venaient de rendre visite au Crédit industriel de l'Ouest pour réclamer leurs salaires !

« Nous produisons sous contrôle ouvrier », « les responsables sont irresponsables », « patrons incompetents, préfet complice », leur cortège animait la manifestation. « Le nouveau Saint-Just », c'est le surnom que le journal le Télégramme donnait à M. Robert, après son intervention, chaleureusement applaudie par les 3 000 manifestants (seuls les responsables syndicaux semblaient réticents, note le Télégramme). Il faut dire que la section CGT-Henriot a été longtemps critiquée dans la CGT-Quimper, pour ses prises de positions : contre la centrale nucléaire de Plogoff, pour la solidarité avec ceux de Solidarnosc, pour l'unité d'action intersyndicale. Devant les 3 000 manifestants, M. Robert critiquera au passage les syndicats « plus préoccupés de se bouffer le nez que de défendre les intérêts des travailleurs... ».

Le 17 avril, 15 000 personnes sont venues visiter HB Henriot à nouveau « portes ouvertes ». La vente de faïencerie « organisée pour les ouvriers » pour soutenir la lutte a rapporté vingt millions de centimes. Un comité de soutien s'est mis en place. Nous reviendrons prochainement dans Rouge sur cette lutte exemplaire, phare de la bataille contre le chômage dans la région.

Michel Morel

De nombreux syndicats appellent à l'action

Hacuitex CFTD L'EDITORIAL DU MOIS D'AVRIL

« (...) Le gouvernement n'a pas su ou pas voulu la participation active des travailleurs, les choses étant réservées "aux politiques". Ce choix du gouvernement qui craignait sans doute les débordements a favorisé l'attentisme et entraîne une certaine déception qui aboutit aux résultats électoraux des municipales.

« Le vote des municipales, explique la fédération, est en fait un appel au gouvernement, lui demandant de mieux prendre en compte les intérêts des travailleurs et de mieux ancrer à gauche la nouvelle politique mise en œuvre en mai 1981.

« Quelles que soient les concessions faites depuis mai 1981 au patronat et à certaines catégories sociales... il nous paraît illusoire et dangereux de croire que le patronat pourrait changer d'attitude dans l'avenir. Au contraire, il fera tout pour favoriser le retour de la droite. »

« Constatant que le gouvernement a annoncé un plan de rigueur quinze jours après les municipales, sans consulter les organisations syndicales, la fédération Hacuitex conclut : « Agir avec une telle légèreté vis-à-vis des organisations syndicales, c'est se couper un peu plus des travailleurs et ne pas faire en sorte qu'ils deviennent acteurs du

changement.

« S'il faut serrer les coudes et se serrer la ceinture pour sauver le capitalisme, nous disons non. (...) Avec les travailleurs, nous devons exiger que le gouvernement tienne compte de l'avertissement des municipales et mette en œuvre une politique s'opposant à la logique capitaliste. »

« Pour la défense du capitalisme, vous êtes prêts à sacrifier la confiance que les travailleurs avaient mise en vous en mai 1981... »

Etienne-du-Rouvray (près de Rouen), adressée à François Mitterrand et publiée dans Paris Normandie du 12 avril.

Monsieur le Président, « Vendredi 25 mars 1983, votre gouvernement a pris des mesures « sociales » pour accompagner le réajustement monétaire.

« Nous savons les difficultés que rencontre aujourd'hui notre pays, difficultés organisées par un patronat qui ne veut qu'une chose : remettre en place un gouvernement de droite, pour continuer la casse des entreprises pour le plus grand bien de leurs profits.

« Par notre vote, nous avons contribué à mettre en place un gouvernement qui essaie plutôt de ménager la

CGT-Sopalin (Rouen) UNE LETTRE OUVERTE A F. MITTERRAND

Lettre ouverte du syndicat CGT de l'entreprise Sopalin, (papier carton) de Saint-

chèvre et le chou, plutôt que de s'attaquer résolument à ceux qui pillent notre économie.

« Peut-on être d'accord avec un gouvernement qui s'en prend aux salariés en diminuant leur pouvoir d'achat ? Si vous pensez que les conventions de l'Etat attireront les bonnes grâces du patronat, vous faites, permettez-nous de vous le dire, une grave erreur. Jamais il n'acceptera que les travailleurs aient des droits. Les textes qui devraient améliorer leur sort sont déjà tellement ambigus que le patronat les a déjà en partie retournés contre nous. Monsieur le Président, appuyez-vous sur ceux qui vous ont élu et faites en sorte d'appliquer une politique qui cor-

responde à leurs souhaits.

« Même si les formes ne conviennent pas à un président de la République, elles sont néanmoins le reflet qu'inspirent vos mesures aux travailleurs de la société Sopalin. »

Les travailleurs de la société Sopalin et leur syndicat CGT.

CGT des Assurances UAP-Paris UNE LETTRE OUVERTE AU PS ET AU PC

Extraits de la lettre ouverte aux groupes parlementaires PS et PCF de la section syndicale CGT des Assurances collectives de l'UAP :

« Camarades, « Jusqu'à la dernière minute, nous avons espéré que nos représentants à l'Assemblée nationale auraient refusé l'austérité, car encore une fois ce sont les travailleurs qui en sont les victimes.

« Il n'est toujours pas question pour nous, d'accepter ce nouveau plan de rigueur présenté par le troisième gouvernement Mauroy.

« Nous estimons vous avoir élus pour faire une autre politique que celle que vous appliquez aujourd'hui. (...)

« Nous avons en mémoire

de quelle façon l'Assemblée nationale et le Sénat ont réduit l'impôt sur la fortune... à une véritable peau de chagrin !

« Monsieur le Président, appuyez-vous sur ceux qui vous ont élus et faites en sorte d'appliquer une politique qui corresponde à leurs souhaits. »

campagnes électorales.

« Pour la défense du capitalisme vous êtes prêts à sacrifier la confiance que les travailleurs avaient mise en vous en mai 1981... »

Après avoir résumé les dernières mesures prises par le gouvernement et ses critiques à leur égard, le syndicat conclut :

« La deuxième dévaluation, qui devait permettre aux industriels de vendre moins cher à l'étranger, a seulement, comme l'a dit Gattaz, permis au patronat de faire des bénéfices supplémentaires.

« Il est grave, camarades, que les travailleurs soient trompés par ceux qu'ils ont mis au pouvoir. Aujourd'hui il ne faudrait pas que les nouveaux acquis venant normalement d'un gouvernement de gauche servent de paravent à des mesures économiques anti-ouvrières. Quand on gouverne un pays, on choisit son camp. Nous aimerions savoir, camarades, quel est le vôtre.

Nous sommes en droit d'exiger, étant vos électeurs, que soit appliquée la politique promise avant les différentes

Si nous, syndicalistes, appelons les travailleurs à lutter, nous souhaiterions que nos élus à l'Assemblée nationale sachent où se trouvent leurs adversaires et osent les combattre. »

CGT-INSEE (Limoges) : UN APPEL POUR QUE LA CGT CONSERVE SA TRADITION DE DEFENSE DES INTERETS DE LA CLASSE OUVRIERE

« (...) Encore une fois ce sont les salariés les plus modestes qui vont ressentir le plus fortement les effets de l'austérité (...).

« Peut-on dire que depuis vingt mois, les ristournes ac-

CGT : amender la crise ?

NON à l'austérité de gauche (...) A ce sujet, je souligne que, pour notre fédération, il ne peut être question de souscrire à une politique d'austérité sous quelque forme que ce soit, fût-elle de gauche (...). Un gouvernement de gauche met en œuvre de nouvelles orientations, certaines bonnes, d'autres critiquables, d'autres allant à l'encontre des intérêts des salariés.

Qui parle ainsi ? Sainjon, secrétaire de la fédération de la métallurgie, dans une tribune donnée au *Nouvel Economiste* du 18 avril. A lire de tels propos, le profane pourrait croire que cette fédération possède un secrétaire général qui va s'acharner à faire reculer le gouvernement sur son plan d'austérité, donc exiger par la lutte l'abrogation des ordonnances. Mais non. Rien de semblable.

Il y a bien une journée d'action de la fédération métallurgie le 21 avril, mais elle a été soigneusement cantonnée à l'entreprise. La majorité des délégués du récent congrès de la métallurgie CGT réclamait qu'on reprenne la rue aux patrons qui la tiennent depuis le 10 mai. Restons dans les murs de nos usines, répond Sainjon.

Malgré la condamnation du plan d'austérité par les congressistes de la métallurgie, aucun slogan correspondant n'est avancé, qui centraliserait les actions dispersées ce jour-là. Alors qu'il était aisé, en regard du mécontentement des travailleurs, d'organiser une manifestation centrale, à la fois pour réclamer l'abrogation des ordonnances et pour lancer l'action revendicative contre les prétentions fracassantes de Gattaz.

En fait, les congrès fédéraux qui se succèdent, montrent des militants et adhérents CGT rejetant tout le plan gouvernemental, gênés du peu d'activité de la CGT depuis le 10 mai, réclamant cette fois une riposte

nationale contre les mesures et pour les revendications. Le congrès des transports CGT a confirmé cette exigence portée par des militants syndicaux à qui Krasucki répliquait par le refus explicite d'une grève nationale de 24 heures. Au nom bien sûr de la défense du gouvernement.

Ainsi apparaît un fossé béant, entre la volonté de la direction fédérale « d'enclencher un processus d'expression et d'intervention dans le domaine de la gestion... » (Lydia Brovelli, éditorial *Vie ouvrière* du 18 avril), et la volonté de la base syndicale d'opposer à l'offensive patronale et aux ordonnances leur action et leurs revendications.

Ce fossé se creuse également entre les neuf propositions de la confédération, voulant amender le plan d'austérité, et ce que revendiquent les adhérents et les travailleurs. Pour les syndicalistes sur le terrain, c'est un non franc et massif aux mesures gouvernementales. Ce n'est jamais « oui, mais ». Ce n'est jamais une volonté d'amender le plan. Il est décidé autoritairement en haut, et la réaction en bas est violente.

La grogne dans la CGT et parmi les travailleurs ne retombe pas. Les directions nationales des fédérations le sentent bien et offrent à ce mécontentement massif, des journées d'action selon la tactique de la dispersion dans le temps et dans les formes. Le 3 mai, l'EGF, les 5 et 6 mai les fonctionnaires, du 4 au 18 mai les Transports. D'autres fédérations inscriront dans le calendrier des journées dont la fonction de voie de garage est claire.

Le fossé se creuse

Mais la question est grave, et la réaction des syndicalistes CGT ne sera pas à l'unisson de ces grandes manœuvres. Le problème posé par

le plan d'austérité, c'est tout bonnement la fonction même du syndicalisme CGT, face à la crise économique et à un gouvernement composé essentiellement par le PS et le PC.

Beaucoup de travailleurs sont prêts à renforcer la CGT en y adhérant, si elle les défend contre la rigueur sous forme d'ordonnances. Que la direction nationale cégétiste se dérobe à cette tâche, en acceptant de fait les ordonnances, et non seulement elle laissera échapper des milliers d'adhérents possibles, mais elle perdra un crédit déjà entamé.

Car plus personne alors ne pourrait ignorer que la direction élue au 41^e congrès choisit la défense de la coalition gouvernementale contre la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs.

Krasucki ne pourra ruser avec les militants de la CGT. Mais il cherchera à le faire.

Il est parfaitement prévisible que dans la CGT, nombreux seront ceux qui, ayant défendu la classe ouvrière polonaise contre les militaires de Jaruzelski, se batront avec la même ardeur pour leurs propres revendica-

tions, pour exiger une riposte nationale contre les ordonnances, pour préserver une fois de plus par leur démarche l'indépendance et les traditions de lutte de classe de la CGT.

Il n'est pas utopique de penser qu'ils sont la majorité de la CGT.

Jean Lantier

A l'évidence, les syndicats qui appellent à l'action sont en même temps parfaitement capables de proposer d'autres solutions que celles appliquées par le gouvernement. (voir p. 6)



De nombreux syndicats appellent à l'action



cordées au patronat ont profité aux travailleurs ? Assurément non, d'autant qu'il n'y a eu aucune mesure prise pour contrôler l'efficacité de ces cadeaux.

« Austérité pour les travailleurs et confiance aux patrons pour sortir de la crise n'est pas la bonne solution.

« Une autre politique est possible :

— il faut permettre un contrôle des travailleurs sur la production au niveau des en-

treprises, des groupes, des branches... ;

— il faut modifier le fonctionnement du système bancaire pour une incitation efficace des entreprises ;

— il faut relancer les domaines d'activité qui répondent à des besoins, comme le logement, les équipements collectifs (qui par ailleurs n'utilisent pratiquement pas de matières et de technologies importées) ;

« — il faut baisser à 35 heures le temps de travail

pour s'attaquer véritablement au chômage ; — il faut réformer le système fiscal pour que chacun paye vraiment selon ses revenus et patrimoine.

« Il y a tant de réformes que la gauche a annoncées et dont elle recule l'application (lorsqu'elle n'y renonce pas). Il ne faut pas être passif. La seule attitude aujourd'hui c'est de nous mobiliser pour imposer ces réformes, pour imposer une autre politique, celle qui est au service des travailleurs. (...)

« La section CGT de l'INSEE de Limoges lance un appel à toutes celles et ceux qui souhaitent que la CGT conserve sa tradition de défense des intérêts de la classe ouvrière, et ce en toute indépendance.

CFDT de la CII-HB (Louveciennes) UN LONG TRACT SUR LE THEME : « COMMENT S'EN SORTIR ? »

Après avoir critiqué les mesures gouvernementales, le tract enchaîne : « Pourtant "les riches", cela existe ! Selon une étude du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts), 5 % de la population française possèdent

68 % des actions boursières, 48 % du capital des entreprises, 45 % des logements, 48 % des bureaux loués, 38 % des terrains non bâtis... et les profits aussi !

« En 1981 (les chiffres pour 1982 ne sont pas encore connus), les revenus du capital, dividendes, revenus de la propriété, intérêts, salaires des hauts dirigeants, se sont élevés à 1 004 milliards de francs mais, par contre, la part des profits réinvestis est passée de 60 % à 40 %.

« Cet argent n'est d'ailleurs pas perdu pour tout le monde : on estime à 40 milliards l'évasion de capitaux depuis le 10 mai, sans parler des 90 milliards de fraude fiscale pour la seule année 1981 ! »

Reprenant ensuite sensiblement les mêmes propositions que le texte de la CGT de l'INSEE de Limoges (voir ci-dessus), le tract explique : « Une politique industrielle audacieuse peut être mise en œuvre sur la base du secteur nationalisé. A quoi bon avoir changé, à grands frais, d'actionnaire principal, si c'est pour appliquer le même critère — le profit — au détriment de l'utilité publique, en maintenant la même politique de secret vis-à-vis des salariés ? »

Il rappelle que « les deux tiers de l'humanité manquent du strict nécessaire mais, en Occident, on licencie parce qu'on n'arrive pas à écouler les produits ou parce qu'ils

ne sont pas "rentables". Développer de nouveaux rapports avec le tiers monde, par des accords entre Etats, n'est

pas seulement une exigence de justice, c'est aussi un moyen de sortir de la crise. »

Après avoir expliqué que

« Il y a tant de réformes que la gauche a annoncées et dont elle recule l'application (lorsqu'elle n'y renonce pas) ».

« cela exige le contrôle de la collectivité sur le commerce de certains produits stratégiques », il présente un appel à l'action. « Comment s'en sortir ? Pour la CFDT, ce sont les luttes des travailleurs qui sont le moteur du changement. C'est le seul moyen de briser les règles du jeu qui font que ce sont toujours les mêmes — les salariés — qui sont les perdants.

« Aujourd'hui, il n'est plus possible de tourner autour du pot ; le choix est clair : subir la crise, admettre des mesures que nous aurions combattues sous Giscard et Barre, accepter ce plan d'austérité en attendant le suivant... ou lutter ensemble, en particulier en participant à la manifestation du 1^{er} Mai. »

UNITAIRE AVEC LA CGT ET LA CFDT

« (...) Les réactions du personnel sont d'autant plus justifiées qu'il n'est pas responsable de la dégradation de la situation économique, de l'inflation, et du chômage.

« Nos syndicats se sont réunis (...) et ils sont arrivés à conclusion de la nécessité de proposer au personnel de la Régie une initiative unitaire. (...)

« En tant que syndicat, représentant des seuls intérêts des salariés, nous ne pouvons qu'être tous d'accord pour agir afin d'obtenir le maintien du pouvoir d'achat du personnel de la Régie.

« Nous ne doutons pas qu'une prise de position commune des syndicats permettrait une expression unanime du personnel et pèserait en sa faveur auprès des pouvoirs publics. »

FO-Renault UNE DEMANDE D'ACTION



De beaux dossiers du PCF au service d'une petite politique

REVUE du PCF, qui se présente comme « revue marxiste d'économie », *Economie et politique* a charge d'argumenter, du point de vue économique, l'orientation du PCF et d'avancer des propositions concrètes. C'est donc avec le plus grand intérêt que l'on doit considérer le dossier publié dans le numéro de mars qui a pour titre : « Prendre appui sur les entreprises nationalisées industrielles et bancaires pour développer la production et l'emploi ». Ainsi que l'éditorial de René Le Guen : « Faire des nationalisations le moteur d'une nouvelle croissance ».

Il est clair, en effet, qu'il s'agit là d'une des questions décisives dans la situation présente. Pour tous ceux qui ont la volonté de changer la situation, de voir terrassés le chômage et l'austérité. Ce qui suppose une politique de changement réel s'appuyant, en particulier, sur un instrument puissant dont pourraient, s'ils le voulaient, user le PS et le PCF : le secteur nationalisé.

Plutôt que de diriger ces entreprises en fonction des critères capitalistes du profit, leur fixer pour objectifs la création massive d'emplois et le développement de productions visant à satisfaire les besoins sociaux, telle est bien une des clefs du changement.

Les rédacteurs du dossier proposé par *Economie et politique* semblent défendre cette même perspective. « En fait, il faut obtenir que l'emploi et la valeur ajoutée en France, soient au point de départ de toutes les actions de politique industrielle, pour tous ceux qui ont à faire des choix : de produits à fabriquer, d'objectifs commerciaux, d'investissements dans la production et la recherche, de développements technologiques et de formation », écrit Michel Dauba. Pour sa part, Guy Berre souligne la nécessité de prendre en compte dans les calculs économiques le coût du chômage : « Les calculs menés en 1981 sur le coût du charbon avaient montré qu'il en coûtait moins cher, pour l'économie nationale, de produire du charbon en embauchant des mineurs, plutôt que de l'importer. »

La mystification de l'économie mixte

Forts propos qui se désagrègent face à la question de confiance : pour s'engager sur cette voie, les

économistes du PCF, et le PCF lui-même, préconisent-ils la rupture avec le capitalisme ?

Mais une question aussi simple et évidente ne s'accorde pas avec la duplicité de la direction du PCF. Les « nouveaux critères de gestion », qui sont censés échapper à la logique capitaliste de la « rentabilité financière », sont présentés comme susceptibles d'être conciliés avec un environnement qui est appelé à demeurer capitaliste. La « politique de nouvelle croissance », explique Le Guen, est « une politique de progrès économique, social et démocratique ». En d'autres termes : non de rupture avec le capitalisme, mais s'inscrivant dans une perspective d'économie mixte. « Notre démarche vise essentiellement, écrit Le Guen, à construire, c'est-à-dire à prendre en compte la réalité d'une économie mixte fondée sur des formes différentes de propriété. Il s'agit de permettre simultanément au secteur public élargi de jouer un rôle moteur pour engager le pays sur la voie d'une nouvelle croissance en faisant reculer les gâchis du capital et d'exiger du patronat et de ses relais, en tant qu'agent économique, qu'ils respectent les orientations fixées démocratiquement par le pays en œuvrant concrètement pour la reconquête du marché intérieur et en donnant aux hommes et aux femmes dans la production, la place qui doit être la leur. »

Des contradictions inextricables

La dialectique de Le Guen laisse rêveur : « S'il n'est pas souhaitable

« Une société comme EDF qui joue un rôle déterminant dans l'économie nationale montre que dans le même temps où elle subissait la politique néfaste de la droite, le désengagement de l'Etat, une gestion orientée sur la rentabilité financière, un endettement de plus en plus lourd dû aux emprunts sur le marché mondial, la lutte des travailleurs, de la CGT et du Parti communiste français ont imposé le développement d'une politique énergétique moderne, notamment dans le domaine du nucléaire et permis un développement de la productivité. »

René Le Guen

que s'opèrent des transferts d'activités rentables du secteur public au secteur privé, l'inverse serait tout aussi dangereux. La recherche de compétitivité doit trouver son efficacité économique dans une cohérence des différentes activités industrielles ! »

Dans un élan aussi sublime, Michel Dauba propose de « réformer les chambres de commerce et de l'industrie ». Cette frénésie réformatrice, qui envisage de réformer le patronat, est nécessaire si l'on veut contourner une question incontournable qui est de savoir pourquoi ces belles propositions du PCF ne connaissent pas le moindre début d'application, bien que le PCF soit au gouvernement.

Ce serait, selon Le Guen, de la faute du patronat et de la droite, dont les exigences politiques « pèsent » sur les règles de fonctionnement du secteur public. D'un poids écrasant, puisque, explique Le Guen, le CNPF a exigé que les entreprises nationalisées conservent le même type de gestion que le secteur privé. Ce qui fut la directive officielle du gouvernement aux P-DG nouvellement nommés. Le Guen explique aussi que « nombre de responsabilités » ne conçoivent d'issue que « dans les seules avancées scientifiques et technologiques accompagnées d'une "purge sociale" afin de limiter la consommation intérieure pour assurer par l'épargne les investissements de haut niveau qui s'imposent ». Ce qui est la politique officielle du gouvernement, concrétisée par le plan d'austérité actuel.

Quant à Pesant, il explique que les plans d'entreprise sont préparés par les « états-majors des groupes et par les dirigeants des filiales qui, pour l'essentiel, n'ont pas changé depuis la nationalisation » !

On ne saurait dire plus clairement que la « nouvelle gestion », façon PCF, est pure fantasmagorie, sans rapport avec la réalité de la situation et de la politique gouvernementale. Et que ces discours et dossiers n'ont d'autre vertu que de tenter de dédouaner le PCF qui est partie prenante de cette politique.

Francis Sitel

Les orientations de la CGT et de la CFDT aux oubliettes

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les syndicats qui rejettent les mesures d'austérité fassent des contre-propositions en terme de solutions élémentaires. Devant le bilan des deux premières années de la majorité PS-PC, il apparaît nettement que sa politique tourne le dos aux intérêts des travailleurs.

Pour savoir quoi faire d'autre, de nombreux syndicalistes reprennent les solutions élaborées depuis longtemps dans le mouvement ouvrier, aujourd'hui abandonnées alors qu'elles sont plus actuelles que jamais.

Cela est vrai aussi bien dans la CGT, que dans la CFDT. Prenons un seul exemple, celui de la planification.

Dans la CFDT, alors qu'elle s'appelait encore CFTC, une orientation était adoptée en faveur de la « planification démocratique », insistant sur la nécessité d'ôter des mains du patronat le contrôle des investissements, véritable pouvoir politique aux yeux des auteurs de cette proposition. Ils en concluaient qu'il fallait une « Caisse nationale d'investissements », pour orienter l'ensemble de l'économie en fonction des besoins collectifs et sociaux. Cela passait par la nationalisation du crédit et sa centralisation, ainsi que par une liste de secteurs à nationaliser plus large que ce qui a été réalisé au lendemain du 10 mai.

On le voit, l'affaire vient de loin ! Et elle fut réaffirmée à de multiples reprises. Avec un certain nombre d'avancées politiques : le 35^e Congrès, en 1970, adoptait une orientation liant étroitement « la socialisation des grands moyens de production et d'échanges, permettant la planification démocratique et l'autogestion ». Et encore à la veille de mars 1978, le comité national de la CFDT votait une plate-forme exigeant : « Une nationalisation expropriation, qui ne doit pas être une étatisation (...): la planification démocratique est un des "piliers" du projet socialiste de la CFDT (...), C'est aussi, avec la gauche au pouvoir et une large mobilisation populaire, un des moyens pour sortir de la crise » (p. 60 et 61 de la brochure sur la plate-forme publiée aux éditions Montholon).

Tout le monde voit comment l'actuelle direction fait le contraire de ce à quoi la CFDT s'était préparée depuis de longues années (1).

C'est au pied du mur que...

Même chose, finalement, dans la CGT. En 1973, par exemple, elle réclamait « une planification démocratique fondant le développement du pays sur la satisfaction des besoins et la réalisation des exigences sociales de notre époque » (*Le Peuple* n° 927). Le même numéro du mensuel de la CGT insistait sur le fait que « la démocratie politique ne

peut être dissociée de la démocratie économique »... La même idée était reprise en 1977, et précisée. Donnons un seul détail, parfaitement d'actualité au moment où les « contrats de plan » des entreprises nationalisées ont été décidés hors de toute intervention des travailleurs : « Il est nécessaire que la loi dote les comités d'entreprises d'un droit de recours suspensif comportant le pouvoir d'arrêter temporairement l'exécution d'un projet (...) Cela concernerait les investissements importants, les grands marchés, etc... » (*Le Peuple* n° 1014).

Un numéro suivant du *Peuple* précisait comment il fallait agir : « Face au développement des multinationales : la France doit admettre, et s'appliquer à elle-même, que chaque pays a le droit :

- de contraindre les multinationales à investir leurs bénéfices là où elles les ont obtenus ;
- d'orienter les investissements étrangers vers le secteur et la région utiles à son développement ! ;
- de contrôler démocratiquement les importations et les exportations de capitaux (...)

Quant aux relations économiques internationales, on pouvait lire qu'elles doivent être restructurées et diversifiées vers tous les pays en fonction de l'intérêt mutuel » (n° 1016).

Comment, avec de telles positions, les directions confédérales se sont-elles tues lorsque la majorité PS-PC a affirmé qu'elle respecterait les règles de l'économie internationale et « la notion de profit » ? La réponse est simple. Et elle confirme, en fait, l'analyse que nous avons faite de ces solutions reprises dans le Programme commun de gouvernement. Nous disions, en effet, qu'il était utopique de vouloir prendre une telle voie en croyant possible de s'entendre avec le patronat, comme le défendaient les directions réformatrices.

Et c'est au pied du mur qu'on voit le maçon ! On constate aujourd'hui comment les directions ouvrières majoritaires se sont « sorties » de cette contradiction : puisque « les patrons ne veulent pas », pour chercher à s'entendre avec eux, PS et PC, comme les directions confédérales, ont « distingué l'essentiel de l'accessoire »... Elles ont fait le choix d'abandonner leurs projets sociaux et de conserver le projet de collaboration de classes. Nous serons, au contraire aux côtés de tous les militants ouvriers qui veulent reprendre ces projets, les faire débattre pour les opposer à la politique qui a choisi de se mettre au service du patronat.

Pierre Rème

1. Dans le numéro de mai de « Critique communiste » un article sera consacré à montrer comment la CFDT a traité la question de la propriété privée et de la planification pendant les vingt dernières années.



Contradictions au sein du PCF

Le comité central du PCF, qui s'est déroulé mardi 19 et mercredi 20 avril, a discuté des élections municipales, du bilan de la politique gouvernementale, des tâches du PCF et de l'action pour la paix et le désarmement. Juquin, rendant compte à la presse de ces travaux, a déclaré péremptoirement : « Nous ne sommes pas en crise. » Expliquant que la question d'éventuels changements au sein de la direction est « hors de toute actualité ».

Optimisme de façade qui cache mal les contradictions qui travaillent le PCF. Et dont témoignent un certain nombre de contributions critiques. En particulier celle de Thorez-Vermeersch, dont la presse a donné de larges échos, et celle, anonyme, que « le Monde » avait signalée et dont nous rendons compte ci-dessous.

Une contribution à la discussion qui circule clandestinement

SOULIGNANT un « déclin qui va s'accroître », dont témoignent les résultats électoraux, la situation dans le mouvement syndical et l'état du parti, les rédacteurs du texte insistent sur la nécessité d'un réel débat au sein du PCF.

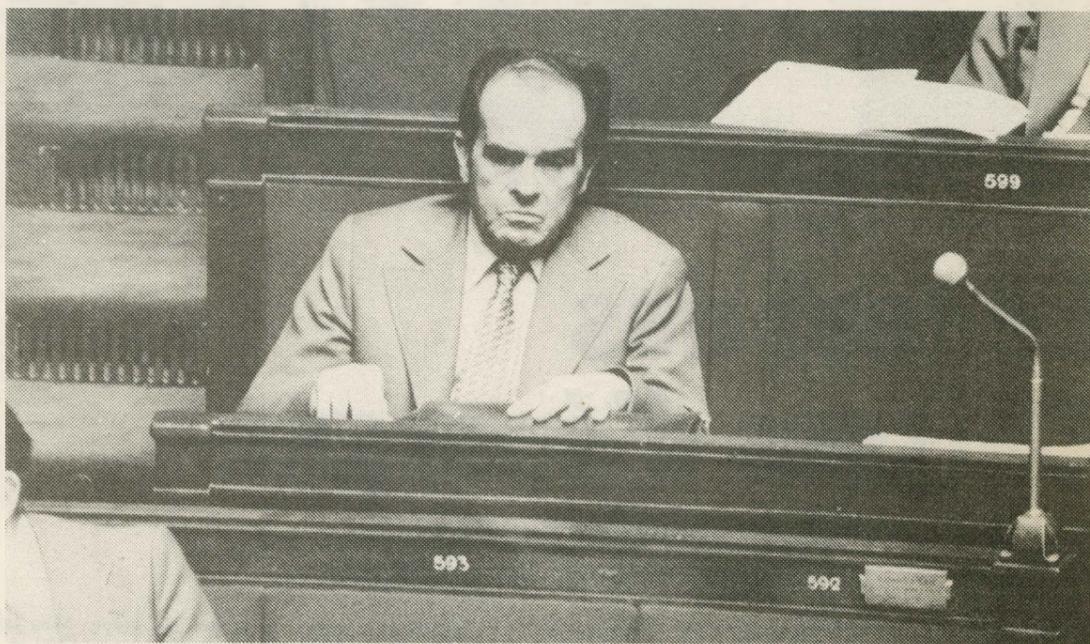
« Au lieu de cela, expliquent-ils, nous sommes saisis d'un texte du BP fixant dès le départ les bases de la discussion et tirant d'avance les conclusions, à savoir : notre ligne est juste et si nous en sommes là, c'est que tous les communistes n'en sont pas suffisamment imprégnés. »

D'où la contribution mise en circu-

lation. Et ce de façon anonyme : « On comprendra aisément qu'ayant consacré notre vie à la lutte révolutionnaire, nous soyons attachés au parti et résolus à y rester. C'est pourquoi, à notre regret, nous avons décidé de conserver l'anonymat, ne voulant pas nous faire "mettre de nous-mêmes hors du parti", suivant la formule originale et antistatutaire en honneur aujourd'hui. »

Un bilan critique de la politique gouvernementale

La contribution explique que « la signification des élections muni-



pales est très claire et double : le premier tour marque la volonté du corps électoral d'une orientation à gauche de la politique gouvernementale. (...) Au deuxième tour, le vote de ces abstentionnistes indique très nettement : pas de retour à droite.

Et le bilan de la politique gouvernementale, sans être unilatéral, est très critique : « Deux ans, c'est peu, nous dit-on. C'est vrai qu'en deux ans, on ne peut tout faire, mais on

pouvait faire plus et mieux, et surtout on pouvait faire autrement, c'est-à-dire gouverner vraiment à gauche. Les travailleurs auraient admis un échelonnement dans le temps des décisions qu'ils attendaient dans la mesure où ils auraient pu constater que l'on s'orientait vraiment dans le sens souhaité et non vers une politique chèvre et chou si familière au Parti socialiste. »

Et, à propos du PS, les rédacteurs

soulignent que, malgré les changements qu'il a connus, il reste « fondamentalement un parti réformiste » et « profondément antisoviétique et anticommuniste ». Pour conclure : « Tel est notre allié. Il faut donc faire avec, mais sans faiblesse. Compromis oui, mais pas de compromission. »

« Etre nous-mêmes »

La contribution pose le problème de la participation du PCF au gouvernement en ces termes : « Quitter

le gouvernement ? Outre que ce serait aller au-devant des vœux de la droite, ce geste ne serait nullement compris et apprécié.

« Nous y sommes entrés dans de mauvaises conditions, mais nous y sommes. Il faut y rester, mais pas à n'importe quel prix. »

Les rédacteurs combattent le fait que le PCF se trouve réduit au rang de « force d'appoint » et ils préconisent une « action de grande ampleur » du parti. Ils avancent une série de sujets à partir desquels une telle action pourrait se développer, dont la défense du pouvoir d'achat et la création d'emplois...

Ils concluent : « Puisqu'il y a actuellement des tentatives pour tirer à droite l'action du gouvernement, raison de plus pour appuyer très fort à gauche. La solidarité gouvernementale à laquelle sont astreints nos ministres ne peut être un frein à l'action du parti. Si celui-ci poursuit sa politique actuelle faite de faiblesse vis-à-vis du gouvernement, d'hésitation à apporter nos propres solutions, de renoncement à notre identité, alors, nul doute que loin d'amorcer notre remontée, notre déclin s'accroîtra. En effet, tant qu'à se prononcer pour un parti réformiste, l'électorat risque de le faire pour celui qui a la plus solide expérience en la matière. »

Enfin, plusieurs problèmes sont soulevés par le texte. En particulier la dénonciation de la « vieillie réformiste de la pénétration "pas à pas" du système capitaliste », idée clé du 24^e Congrès. La nécessité d'un centralisme démocratique réellement démocratique, tel qu'il a été mis en œuvre par Lénine et le Parti bolchevik. Enfin, l'idée que « les changements décisifs ne peuvent se produire sans une participation et une poussée des plus larges masses. (...) Compte tenu des conditions différentes à chaque époque, seul un puissant mouvement type 36 ou 68 peut apporter un réel changement "dans le bon sens" (36 et 68 n'étant évoqués ici que pour la puissance du mouvement) ».

Les auteurs concluent leur contribution par une citation à Waldeck-Rochet à qui ils rendent hommage.

A. Artous

Francis Sitel

Les «conseils» du capitalisme international

Le gouvernement n'arrête pas d'expliquer qu'il veut rester en « économie ouverte ». Les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique, qui regroupe les principaux pays capitalistes) sont là pour rappeler les conséquences d'un tel choix. Dans un rapport qu'ils viennent de publier sur le bilan économique de la France, ils annoncent que le chômage va augmenter bien plus fortement que les prévisions officielles. Ils multiplient aussi les conseils, que Mitterrand et Delors semblent très pressés de suivre.

LES experts de l'OCDE prévoient, fin février, une augmentation pour 1983 de 150 000 à 200 000 chômeurs en fonction d'un taux de croissance du produit intérieur brut de 0,5 % (contre 1 % en 1982). Ces pronostics ont été établis avant le 23 mars, c'est-à-dire avant la dévaluation et le nouveau plan d'austérité dont une des conséquences, d'après Delors lui-même, sera la stagnation du produit intérieur brut.

Après l'annonce de ce plan, le ministre des Finances mentionnait le blocage d'une croissance déjà faible et 100 000 chômeurs de plus. Il était loin de la réalité. En général, on esti-

me que la baisse d'un point de croissance du PIB correspond à 100 000 emplois non créés ou supprimés. Ce qui signifie que la stagnation du PIB en 1983, conséquence des mesures gouvernementales, se traduira par 200 000 à 250 000 chômeurs, si l'on tient compte des pronostics de l'OCDE.

Il est d'ailleurs intéressant de noter « les conseils » que ces experts, au service du capitalisme mondial, donnaient à la France avant l'annonce de la dévaluation : « Si le redressement du solde extérieur s'avérait plus lent et moins prononcé que prévu, on peut se demander

s'il ne conviendrait pas d'infléchir la politique conjoncturelle dans un sens plus restrictif. » Delors a été un bon élève !

Les experts de l'OCDE sont, on s'en doute, partisans de « l'économie ouverte » et en tirent les conséquences : « Il est difficile pour un pays de conserver une croissance de la demande intérieure sensiblement plus forte que celle de ses partenaires. » Ce qui fait titrer l'*Humanité* : « Pressions sur la France, l'OCDE préconise l'austérité pour notre pays. » Très juste. Mais les députés communistes viennent justement de voter le plan du gouvernement qui cède à ces pressions !

Ces messieurs, par ailleurs, qui prennent un peu plus de recul que les patrons français, portent un jugement « plus modéré » sur le bilan du gouvernement : « L'augmentation du pouvoir d'achat du salaire brut mensuel devrait être inférieur (en 1982) à 1 %, soit sensiblement plus faible que la moyenne sur la période 1975-1981. » Et, si les bas

salaires ont été augmentés, « la forte augmentation du SMIC ne s'est pas répercutée sur l'ensemble des salaires et l'on n'a pas assisté à l'enclenchement d'une spirale inflationniste ». Et ils se réjouissent que l'indexation des salaires sur les prix soit abandonnée dans la plupart des contrats, « ce qui rompt avec une pratique généralisée depuis trop longtemps en France ».

Si le CNPF s'est fait le spécialiste de la dénonciation de l'augmentation des charges financières des entreprises, l'OCDE est plus nuancée : « Malgré les fortes augmentations de salaires, le rythme de progression des coûts unitaires de main-d'œuvre dans les industries manufacturières s'est légèrement ralenti en 1981 et 1982, par suite de gains de productivité induits par la reprise de l'activité, et, à partir de juin 1982, grâce au blocage des salaires. Cependant, ce ralentissement a été moins prononcé en France que dans les autres pays de l'OCDE et la position relative s'est très sensiblement détériorée entre le début 1980 et le milieu 1982. »

Autrement dit, depuis le premier plan d'austérité, les choses « s'améliorent », mais il faut continuer.

Et puis deux derniers conseils : « Les mesures de partage du travail doivent être appliquées avec souplesse et ne doivent pas s'accompagner d'une compensation totale en matière de salaire. » Pour finir, en ce qui concerne le secteur nationalisé : « Un double risque devra être évité : celui d'une tentation centralisatrice et bureaucratique et celui, d'ailleurs, d'un drainage de fonds publics qui provoquerait un effet d'éviction des entreprises privées, empêchées d'accéder au marché des capitaux. » Le nouveau ministre de l'Industrie, Fabius, s'est vite dépêché de déclarer qu'il allait suivre ces directives...



Réunion des ministres européens des Finances à Bruxelles, le 21 mars dernier.

Baisse des investissements

L'INSEE vient de rendre publique l'enquête réalisée en mars auprès des industriels. En volume, les dépenses d'investissement ont diminué de 5 % entre 1981 et 1982. Pour 1983, les industriels prévoient une nouvelle baisse de 3 %. Recul qui sera surtout sensible dans les petites entreprises. Cette enquête a été faite avant l'annonce des nouvelles mesures du gouvernement qui, en voulant réduire la consommation, ne peut qu'amplifier ce phénomène de réduction des investissements.



Une tradition de lutte sur la réduction du temps de travail. Ici, une manifestation intersyndicale CGT-CFDT-SU, à Paris, sur les trente-cinq heures.

Le test des Caisses d'épargne

● Le gouvernement s'attaque aux acquis sociaux des « Ecureuils », présentés comme des privilégiés

C'est de façon discrète que le gouvernement est en train de faire passer sa réforme des Caisses d'épargne, qui remet en cause certaines conquêtes obtenues par les salariés de l'Ecureuil. Une grande première contre les « égoïsmes » et les « corporatismes » de certaines couches de salariés qu'aime tant dénoncer « la nouvelle gauche ». Un premier test aussi : car après les Ecureuil, pourquoi ne s'attaquerait-on pas aux « privilégiés » d'autres salariés ? Ceux de l'EDF par exemple que François de Closets dans son livre « Toujours plus » mettait aussi sous les feux de ses projecteurs.

Pour en arriver là, il a fallu de longues campagnes de presse. Quitte d'ailleurs à déformer quelque peu la réalité sur ces « privilégiés ». Quitte surtout à oublier que ces avantages acquis sont, la plupart du temps, le produit de luttes, d'un rapport de forces que les travailleurs ont su construire en leur faveur.

Lutter contre les inégalités ne se fera pas en « nivelant vers le bas », vers des catégories de salariés qui, pour diverses raisons, n'ont pu imposer certaines conquêtes ouvrières. Ce sont les patrons — et l'on comprend pourquoi — qui raisonnent ainsi. Ce qu'il faut faire, c'est l'inverse : généraliser les acquis sociaux à l'ensemble de la classe ouvrière.

Le projet de loi qui s'attaque au personnel des Caisses d'épargne a été élaboré par des députés socialistes, au premier rang desquels Dominique Taddei, économiste rocardien. Il s'agit de « moderniser », de rendre plus « fonctionnelles » ces caisses.

Les Caisses d'épargne ne forment pas un établissement national centralisé comme une banque, mais un réseau d'établissements locaux, dont la direction était assurée jusqu'à présent par des notables cooptés en fonction de critère très flous au sein d'un conseil d'administration.

La réforme prévoit la suppression de ces conseils d'administration de notables au profit de « conseils de surveillance » composés pour majorité de représentants des « déposants » — ceux qui possèdent un livret — élus par « les déposants » eux-mêmes. Le reste se partage entre représentants des collectivités locales et du personnel. Il existera aussi un « directoire » composé d'un ou plusieurs directeurs suivant les caisses.

L'autre aspect de la réforme concerne le statut du personnel. Il n'y a pas de statut unique pour l'ensemble des 470 caisses, mais un statut particulier pour chacune. Chaque employé est le salarié d'une caisse d'épargne précise, à la différence d'un employé d'une banque nationale. C'est aussi au niveau local que se signent les accords entre la direction et le personnel.

L'article 17

C'est à cette situation que s'attaque la loi dans son article 17. Il ne s'agit pas de créer un statut unique, puisque l'indépendance de chaque caisse est maintenu mais d'introduire des procédures de « négociations » permettant de remettre en cause les acquis locaux obtenus dans chaque caisse et de bloquer toute possibilité de nouvelles luttes.

D'après la réforme, les employés resteront toujours les salariés d'une

caisse locale et il serait donc logique que le personnel puisse négocier localement avec, « son » patron. Mais l'article 17 précise que seule la commission paritaire nationale composée de 10 représentants du patronat et de 10 représentants des syndicats aura le pouvoir de négocier des accords caisse par caisse.

Ainsi, pour leur statut, leurs conditions de travail, leur salaire, les employés seront les salariés d'une Caisse locale. Leurs luttes seront donc à ce niveau. Mais la négociation et la signature d'accord se feront avec la commission nationale, qui n'est même pas leur employeur.

L'article 17 demande aussi que soient renégociés tous les accords locaux ; le but de la manœuvre saute aux yeux. La loi permettra de remettre en cause tous les accords et les avantages acquis, obtenus par les luttes locales, tout en empêchant le personnel de négocier avec « son » employeur local sur la base d'un rapport de forces.

Riposte et division syndicale

Face à ce projet de loi, les principaux syndicats des caisses réaliseront dans un premier temps l'unité. Dans un appel-pétition signé par plus de 10 000 employés, la CGT, la CFDT et le SU (voir encadré) exigeaient « le maintien de tous les acquis locaux, à l'exception des privilèges individuels visés ci-dessus » et proposaient que « la commission paritaire nationale ait la possibilité des accords locaux et de dispositions locales dérogeant au statut du personnel » dans les domaines suivants : recrutement, titularisation, classification des Caisses d'épargne et de leurs organismes communs, formation professionnelle, mais à condition que les 4/5^e de ses membres le décident ».

Le débat au Sénat était, dans un premier temps, prévu le 9 décembre 1982, l'intersyndicale avait, donc, or-

ganisé 24 heures de grève. Mais le débat fut reporté au 13 avril 1983 et, la seule organisation syndicale nationale à appeler à ce moment-là à la grève fut la CFDT. Entre-temps, Delors avait organisé ses grandes manœuvres (voir ci-dessous). Par contre, le SU et la CGT appellent à la grève le jeudi 21 avril, jour où le Parlement, en seconde lecture, doit adopter définitivement la loi. L'article 17 déjà voté, en première lecture, par le Parlement puis par le Sénat, ne peut être transformé. La CFDT ne joint pas à cette action.

Les députés vont donc voter une loi qui remet en cause directement les acquis sociaux des employés de la Caisse d'épargne. La première urgence est de reconstituer le front syndical commun pour la défense des avantages acquis.

Antoine Artous

Les manœuvres du PC, du PS et de Delors

C'EST en juillet 1982 que le projet de loi a été adopté, en première lecture, par l'Assemblée nationale. Le groupe parlementaire du PC avait promis de reprendre les revendications de l'intersyndicale des Caisses d'épargne et donc de déposer un amendement demandant la suppression de l'article 17. Mais, le 20 juillet, il retire, sans explications, cet amendement. Le projet de loi est donc voté. Avant d'être adopté de façon définitive par l'Assemblée, il passe devant le Sénat le mercredi 13 avril 1983.

Entre temps, le PS et le PC s'étaient rendu compte des fortes réactions que pouvaient entraîner chez les personnels des caisses cet article 17. Ils manœuvrent donc au Sénat pour que l'article 17 soit amendé. Ainsi il sera rediscuté obligatoirement, en seconde lecture, par l'Assemblée nationale. Le gouvernement et la majorité PS-PC espéraient ainsi trouver un moyen d'introduire de nouvelles formulations permettant de mieux faire passer la pilule.

C'est Delors lui-même qui a servi d'entremetteur. Devant le Sénat, il a expliqué qu'il « n'entendait rien bouleverser et ne voulait pas engager l'épreuve de force ». Il a insisté sur « la nécessité du soutien du personnel et de leurs organisations syndicales », expliquant que « la réforme ne se ferait ni contre eux, ni sans eux » et les invitait « à participer par la concertation à la simplification d'un statut trop diversifié, puis à la participation à la gestion des caisses ».

Le gouvernement a donc proposé un amendement qui ne remettait pas en cause l'article 17 mais qui lui per-

Des privilèges ?

LIBÉRATION se spécialise, c'est connu, dans la lutte contre les « égoïsmes catégoriels » et a donc fait, dans son numéro du jeudi 14 avril, un dossier contre « les privilèges » de la Caisse d'épargne.

● Constat sur la Caisse de Paris, les 10 % les moins payés du personnel touchent en 1980 deux fois le SMIC, soit 5 000 F. *Libération* trouve-t-il que c'est trop ? Pour préciser, un employé « moyen » embauché à 6 000 F et au bout de cinq ans arrive à 8 000 F, toutes primes comprises.

La Caisse d'épargne de Paris est l'une des caisses les « plus favorisées » au plan national. On a vu les luttes qu'elle a pu mener. Mais en quoi peut-on prouver que les salaires dont nous venons de parler sont excessifs ?

● Sur les congés annuels, *Libération* annonce qu'ils « atteignent très fréquemment sept semaines ». En fait, au plan national, la norme est

de cinq semaines. Sur Paris, où les employés ont obtenu les meilleurs avantages, les congés sont de six semaines plus deux jours.

● Sur le temps de travail, *Libération* explique que « dans la majorité des caisses, la durée de travail a été réduite, parfois à 35 heures, sans diminution de salaires ». En fait ce sont 36 caisses sur 170 qui, par la lutte, ont imposé des réductions du temps de travail, non pas à 35 heures, mais en fonction d'un planning longuement étendu dans le temps.

Depuis que *Libération* est financé par des patrons comme Trigano, Riboud et le même réseau que *l'Expansion*, ses « campagnes politiques » deviennent de plus en plus claires. Sans pudeur d'ailleurs, car ces fervents apôtres de la lutte contre « les égoïsmes catégoriels » ont rétabli la hiérarchie des salaires et la hiérarchie tout court au sein de leur entreprise. Quitte à prêcher « la solidarité » pour les autres.

A. A.

Une tradition de lutte

A Paris, les caisses ont une longue tradition de lutte. Donnons quelques exemples.

● En 1976, trois mois de grève contre la remise en cause des 1,6 % accordés par une prime (« prime de bilan ») et pour l'amélioration des conditions de travail. La grève ne parvient pas à bloquer cette remise en cause. Pourtant la direction juge préférable de payer cette prime jusqu'en 1982.

● En 1979, trois semaines de grève contre la direction qui voulait allonger le temps de travail en fonction de l'ouverture des guichets. La grève sera victorieuse.

● En novembre 1981, un mois de grève pour les 35 heures, pour la titularisation des auxiliaires et la mise sous statut du personnel in-

formatique. La direction accepte une réduction du temps de travail planifiée dans le temps (36 heures en 1983), mais en proposant des contreparties sur l'aménagement du temps de travail remettant en cause la loi de 1937. L'assemblée générale des grévistes accepte ces propositions. Par contre, la titularisation des cent cinquante auxiliaires et la mise sous statut du personnel informatique est acquise.

● Depuis ces quatre dernières années, les caisses ont connu plus de cent conflits, souvent victorieux, pour le maintien des acquis.

● Depuis 1981, en province, plus d'une quarantaine de conflits sur le temps de travail aboutissant, souvent, à des réductions sans perte de salaire.

l'article 17, la droite, majoritaire au Sénat, vote contre. Cet article aura donc force de loi puisque le Parlement l'a déjà voté...

Une manœuvre du PS et du PC qui ne coûtait pas cher, la droite étant majoritaire au Sénat...

Les syndicats

● Le SU (Syndicat unifié) est un syndicat spécifique aux Caisses d'épargne. Il est dirigé par des militants socialistes, mais il regroupe une minorité lutte de classe qui est majoritaire sur Paris et travaille de façon régulière en unité d'action avec la CFDT. Au plan national, le SU a obtenu 53,50 % en 1982..

● La CGT, animée par des militants du PC, regroupe au plan national 70 %.

● La CFDT a obtenu, toujours en 1982, 30,2 %. C'est une CFDT combative qui s'oppose au recentrage de la confédération.

● FO a obtenu 8,52 %.

LA SEMAINE PROCHAINE

● Un interview de Jean Ziegler, député socialiste suisse.

● Un commentaire du livre « Toujours plus » de François de Closets.

Rouge

Lutte Ouvrière

N° 5 avril 83

A bas l'austérité

Au lendemain des élections municipales, un certain nombre de dirigeants des partis de gauche avaient déclaré avoir entendu « l'avertissement » donné par les électeurs de gauche et dit qu'ils en tiendraient compte.

Ces paroles sont bien loin aujourd'hui. Le gouvernement Mauroy remanié s'affirme comme le gouvernement de la rigueur et de l'austérité accrue, comme un gouvernement qui ne se soucie que de répondre à ce que la bourgeoisie, française et internationale, attend de lui.

Mitterrand a appelé à « l'effort » pour « le redressement national ». Mais ni lui, ni Mauroy, ni Delors, ne croient eux-mêmes à l'efficacité économique des mesures du « plan de rigueur ». Ces mesures sont en fait dirigées ouvertement contre les masses populaires. C'est essentiellement la consommation des travailleurs qui sera frappée par les prélèvements de 10 % des impôts et de 1 % du revenu imposable de 1982.

Mitterrand et Mauroy ne croient pas, bien sûr, que c'est la consommation populaire qui est responsable du déficit du commerce extérieur et de la dévaluation du Franc. Ils n'ignorent ni la fuite des capitaux, ni la spéculation des classes privilégiées, que le gouvernement a arrosées de subventions et d'aides en tout genre. Mais ce gouvernement, soutenu par le Parti socialiste et le Parti communiste, s'attaque pourtant à la classe ouvrière avec autant de cynisme que n'importe quel gouvernement de droite. Car il recherche avant tout la confiance de la bourgeoisie française et des banquiers et spéculateurs internationaux.

Au seuil de plusieurs années sans consultation électorale ma-

jeure, le gouvernement Mitterrand et Mauroy tient à annoncer clairement la couleur : il gouvernera selon la même logique de l'austérité et de la rigueur que tous les autres gouvernements. Il s'attaquera autant qu'eux aux travailleurs. Et de ce point de vue, le plan de rigueur actuel est surtout là pour annoncer la suite. Delors n'a pas mis longtemps d'ailleurs pour laisser entendre que ses mesures seront reconduites en 1984, et qu'il acceptait d'avance l'augmentation du chômage qui en découlerait.

En même temps, toujours à l'attention de la bourgeoisie française et internationale, Mitterrand et Mauroy tiennent à administrer la démonstration qu'ils ne sont nullement dépendants de leur propre majorité parlementaire et notamment du PCF. Ils ont décidé de gouverner par ordonnances et fait voter cette décision par les députés du PCF, au prix de quelques concessions dérisoires. Les quelques protestations émanant du PS n'ont d'ailleurs pas plus été prises en compte.

Georges Marchais a beau dire qu'il n'aime pas avaler des couleuvres, il est bien forcé de le faire car il n'y a que ça au menu. Il a donc avalé les ordonnances, de même qu'il a avalé l'expulsion des quarante-sept fonctionnaires soviétiques accusés d'espionnage, effectuée elle aussi de façon spectaculaire pour montrer à la bourgeoisie que le PCF n'est là que pour accepter et faire accepter, qu'elle lui plaise ou non, la politique décidée par Mitterrand et Mauroy.

Ainsi, Mitterrand et Mauroy montrent ouvertement que le seul rôle des partis de gauche au gouvernement est de faire avaler

à la classe ouvrière les mesures d'austérité réclamées par la bourgeoisie.

A la suite du PC et du PS, les dirigeants syndicaux de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN montrent qu'on peut largement compter sur eux pour apporter leur appui à cette tâche. Krasucki et Maire ont bien précisé qu'ils étaient d'accord sur la nécessité de la rigueur, sinon sur la totalité de ces mesures. Et ils se sont bien gardés, évidemment, d'appeler à autre chose qu'à quelques rassemblements ou semaines d'information sans objectif précis.

Toutes les directions syndicales, toute la gauche, sont donc aujourd'hui mobilisées pour faire la politique d'austérité de la bourgeoisie. Il n'y manque même pas le PSU, puisque Huguette Bouchardeau a sauté sur le secrétariat d'Etat offert par Mitterrand et mis la caution et les restes d'influence de son parti au service de cette politique.

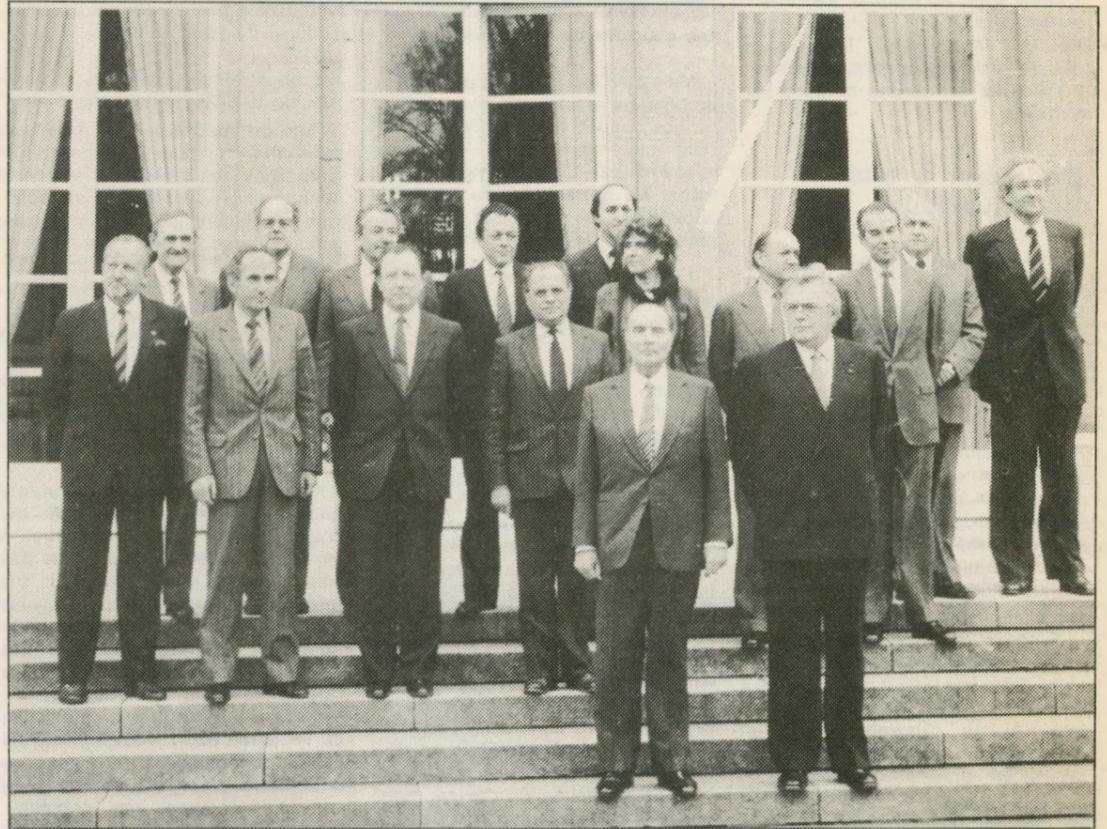
C'est cette situation qui fait peser sur les révolutionnaires, en France, une responsabilité particulière.

Ils sont les seuls aujourd'hui à dénoncer la politique gouvernementale du point de vue des in-

térêts de la classe ouvrière.

Ils sont les seuls à s'attaquer résolument au patronat et à une droite de plus en plus insolente.

Mais, par contre, ils ne sont pas les seuls à refuser le plan d'austérité du gouvernement. Nombreux, en effet, sont les travailleurs, militants syndicalistes, adhérents du PS et du PCF qui ne se reconnaissent pas dans cette politique. C'est avec eux tous que doit s'organiser la riposte. Par la mobilisation et par la grève les travailleurs devront montrer qu'ils refusent la soumission aux diktats d'une bourgeoisie en crise.



Un
supplément
mensuel
commun

« Lutte ouvrière » et « Rouge » publient un supplément mensuel commun. Cette publication ne signifie pas que les divergences qui séparent nos deux tendances ont disparu. C'est ainsi, par exemple, que Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire ont une attitude sensiblement différente à l'égard du gouvernement de gauche et des partis qui le soutiennent, tout en s'opposant l'un et l'autre à leur politique d'austérité. Cela implique une rédaction différente de bien des articles, mais aussi une intervention politique différente dans les entreprises,

dans les organisations syndicales.

Ces divergences, nous ne chercherons pas à les masquer dans ces pages. Lorsqu'il y aura des désaccords, les articles seront signés par l'organisation dont ils reflètent les vues. Mais chaque fois qu'il y aura communauté de vue, nous publierons des articles non signés, qui exprimeront la position commune.

vrait aider à la clarification politique entre nos deux courants. Elle devrait permettre de faire apparaître aussi bien les points d'accord que les points de désaccords, en leur

donnant leur véritable place.

Elle pourra être le cadre dans lequel des relations de confiance pourront s'établir entre deux organisations qui ont des références, un programme et des buts communs. Parce que face au stalinisme et à la social-démocratie, elles se réclament du trotskysme. Parce qu'elles se donnent toutes deux pour but la construction d'un parti révolutionnaire dans ce pays et de participer à la construction de la Quatrième Internationale dans le monde.

Si nous parvenons, à travers cette publication commune, à clarifier nos positions

politiques aux yeux de ceux qui se tournent vers nos organisations ; si nous parvenons à montrer que nous pouvons établir des relations qui nous permettent d'agir ensemble toutes les fois où cela est possible, et de maintenir nos liens et nos relations même lorsque les divergences ne nous le permettent pas, nous aurons fait la démonstration que par-delà les différences et les clivages actuels, il y a une base fondamentale qui nous est commune et qui nous permettra demain d'être les composantes d'un même parti. □

Un débat sur l'intervention des révo

La position de LO

NOUS partageons, avec la LCR, la même conviction que dans la période qui vient, les travailleurs devront se battre dans les entreprises, dans la rue et que, pour cela, il est essentiel qu'existe un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière. Nous partons d'une même volonté, la construction d'un tel parti. Mais si nous sommes d'accord sur cet objectif, nous divergeons sur les voies pour l'atteindre.

Nous avons une attitude sensiblement différente vis-à-vis des organisations traditionnelles de la classe ouvrière. Les camarades de la LCR s'adressent en priorité aux militants qui y sont organisés. Nous faisons le choix de nous adresser, tout d'abord, aux travailleurs du rang, y compris l'immense majorité d'entre eux qui ne sont pas syndiqués. De même, nous n'hésitons pas à nous appuyer sur ces travailleurs non syndiqués pour arbitrer nos conflits avec les appareils, alors que les militants de la LCR s'y refusent et nous reprochent de le faire.

Dans les luttes, nous intervenons pour que les travailleurs apprennent à se passer des directions syndicales, et pour qu'ils se donnent leur propre direction, indépendante des appareils ; alors que la LCR milite pour que les travailleurs soient associés à la direction de leurs luttes, mais qu'elles restent sous la direction de ces syndicats.

Telles sont, en résumé, les divergences dont nous voulons discuter. Elles sont importantes. Et elles se traduisent par une pratique différente dans les entreprises et dans les syndicats.

S'adresser à tous les travailleurs

Précisons tout d'abord que, tout comme la LCR, nous considérons qu'il existe dans les organisations ouvrières des militants qui sont à gagner. Nous n'ignorons pas le rôle qu'ils peuvent jouer dans les luttes futures. Les gagner, oui, mais comment ? Toute la question est là.

Les camarades de la LCR nous disent qu'en ayant choisi de nous adresser en priorité aux travailleurs du rang, nous tournons le dos à ce problème car, selon eux, en agissant ainsi, nous nous isolons de ces militants et nous les repoussons vers les appareils. Nous ne le pensons pas.

Si nous avons choisi de nous adresser prioritairement aux travailleurs dans leur ensemble, syndiqués et non syndiqués, c'est en premier lieu — il ne faudrait pas l'oublier — parce que les travailleurs non syndiqués représentent l'immense majorité de la classe ouvrière. En effet, les syndicats n'organisent pas plus de 20 % des travailleurs, si l'on s'en tient aux chiffres qu'ils publient. Bien moins en réalité. Et c'est une proportion infiniment plus faible qui participe réellement à l'activité syndicale.

En diffusant régulièrement, dans toutes les entreprises où nous avons des militants, chaque quinzaine et parfois chaque semaine, des bulletins dans lesquels nous dénonçons l'exploitation patronale mais aussi la politique des bureaucraties ouvrières, telle qu'elle se traduit au niveau de ces entreprises, nous nous donnons le moyen de faire connaître notre existence et notre politique à l'ensemble des travailleurs. De cette façon, nous leur permettons de la juger, et de juger par comparaison la politique des directions réformistes. Précisons en passant que, malgré ce que disent les militants de la LCR, cette intervention ne nous coupe pas des militants organisés qui retrouvent souvent dans ce que nous disons tout haut, publiquement, une partie de ce qu'ils pensent tout bas.



Les grévistes d'Alstom-Saint-Ouen à la Bourse de Paris en 1979.

Mais ce n'est pas là l'essentiel. Le problème n'est pas que nous soyons ou pas coupés de ces militants, encore que — répétons-le — nous ne le soyons pas. Le problème est d'arracher les militants de ce que nous appellerons, en simplifiant, « l'avant-garde », de l'influence des appareils.

La LCR veut le faire en défendant ses orientations principalement à l'intérieur des syndicats, en se battant autour de motions, en y constituant, lorsque les bureaucraties dirigeantes le tolèrent, une « tendance lutte de classe ». Mais une telle activité trouve vite ses limites. Elle permet peut-être de faire mieux connaître le programme des révolutionnaires à cette « avant-garde » organisée. Mais est-ce le problème ? En fait, si ces militants ne suivent pas les révolutionnaires, ce n'est parce qu'ils ignorent leurs idées. S'ils choisissent les directions traditionnelles, c'est que, même quand ils pensent que les propositions des révolutionnaires seraient préférables à celles de Maire, de Krasucki ou de Bergeron, ils ne les croient pas réalisables. Les révolutionnaires ne doivent pas se contenter de dire ce qui serait souhaitable, ils doivent convaincre cette « avant-garde » que la politique qu'ils défendent peut être reprise par les travailleurs.

Ils n'en convaincront pas les bureaucraties qui en sont les adversaires acharnés. Mais ils n'en convaincront « l'avant-garde » que s'ils font la démonstration que leurs idées ont un écho auprès des travailleurs, et que la politique qu'ils proposent est efficace, plus efficace pour la défense des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière que celle des bureaucraties. Ils n'y réussiront que s'ils y gagnent les travailleurs, s'ils les entraînent dans la lutte, s'ils contribuent à rendre cette lutte victorieuse. Alors, et alors seulement, ils pourront rallier à eux les meilleurs militants des organisations traditionnelles, ceux qui placent leur solidarité avec la classe ouvrière au-dessus de la solidarité avec les appareils.

Quel travail syndical ?

Est-ce que cela signifie que nous négligeons l'activité syndicale, com-

me nous le reprochent les camarades de la LCR ? Absolument pas !

Nos camarades militent dans leurs syndicats. Ils y défendent les intérêts quotidiens des travailleurs en même temps qu'ils y défendent une politique révolutionnaire. Ils s'y battent pour y occuper des fonctions de responsabilité en s'appuyant autant qu'ils peuvent sur les syndiqués, mais aussi sur les non-syndiqués. Ainsi, par exemple, nous n'hésitons pas à faire appel aux travailleurs non syndiqués pour nous opposer aux manœuvres des bureaucraties lorsque ceux-ci veulent écarter les militants révolutionnaires des listes de délégués du personnel.

C'est une divergence importante que nous avons avec la LCR, qui choisit de limiter son intervention à l'extérieur du syndicat pour ne pas compromettre les positions que ses militants occupent à l'intérieur. Nous considérons qu'un tel choix est politiquement erroné et dans bien des cas, inefficace dans les faits. Car les camarades de la Ligue se heurtent, tout comme nous, aux bureaucraties de l'appareil et se trouvent souvent écartés des responsabilités, ou sous la perpétuelle menace de l'être, s'ils ne s'autocensurent pas constamment. Parce que, cela non plus il ne faudrait pas l'oublier, les syndicats à l'heure actuelle se limitent essentiellement à ces appareils.

Il nous faut contester ces appareils sur leur propre terrain, nous disent les camarades de la LCR. Mais face à eux nous ne pouvons y parvenir que si nous nous appuyons sur les travailleurs du rang. Le terrain qu'il s'agit de gagner sur les bureaucraties, c'est l'usine, pas le local syndical, c'est la classe ouvrière toute entière, pas la toute petite minorité de syndiqués seule. Sinon, notre combat risque de se limiter à un face à face entre ces appareils et quelques militants révolutionnaires isolés.

Mais dans le débat sur l'activité syndicale, il ne faudrait pas oublier que notre objectif est, rappelons-le, de donner aux travailleurs les moyens de se battre contre leur patron, mais aussi et surtout contre la politique de la bourgeoisie, politique menée aujourd'hui par un gouvernement de gauche soutenu par les bureaucraties ouvrières.

Dans cette perspective, le travail syndical n'est qu'un moyen et pas un but en soi.

Nous ne confondons pas les syndiqués dans leur ensemble avec les appareils. C'est pourquoi nous militons dans les syndicats, c'est pourquoi nous espérons y gagner les militants ouvriers sincères qui y sont organisés. Mais, à l'inverse, il ne faudrait pas oublier que ce sont aussi, et même essentiellement aujourd'hui en France, des appareils dont la fonction n'est pas d'organiser la défense quotidienne des intérêts des travailleurs, mais de véhiculer la politique des directions syndicales dans la classe ouvrière. Ces directions sont profondément hostiles au développement des luttes ou, en tout cas, elles n'y sont favorables que dans les limites et dans les formes contrôlées par elles. Cela n'est pas nouveau. Mais c'est encore plus net aujourd'hui qu'elles sont directement et ouvertement liées au gouvernement.

Les travailleurs doivent diriger leurs luttes

Nous le savons, les luttes futures des travailleurs seront inévitablement déviées, trahies si elles restent sous la direction, le contrôle des appareils syndicaux.

Les révolutionnaires n'ont une chance de gagner la confiance des travailleurs que s'ils sont prêts à aller jusqu'au bout des possibilités de chaque lutte, contre les patrons bien sûr, mais aussi contre les appareils syndicaux.

Nous devons donc agir pour que les travailleurs, chaque fois qu'ils y sont prêts, donnent une direction à leur lutte, une direction indépendante des appareils syndicaux, en mettant en place des comités de grève élus par l'ensemble des grévistes et contrôlés par eux dans leurs assemblées générales. Une telle attitude nous mettra en conflit avec les appareils, et c'est en toute conscience que nous devons en assumer les conséquences. Car si nous pouvons y perdre des positions dans les syndicats — ce qui n'est d'ailleurs pas obligatoire car l'influence acquise

dans ces luttes peut modifier le rapport de forces entre les révolutionnaires et les bureaucraties —, nous y gagnerons en échange des appuis nouveaux parmi les travailleurs, et du même coup, pensons-nous, la sympathie et la confiance des militants ouvriers, syndicaux et politiques qui auront su mettre les intérêts des travailleurs au-dessus de leur solidarité avec les appareils. Ceux-là mêmes que nous voulons, tout comme les camarades de la LCR, gagner.

Quels comités de grève ?

Trotsky écrivait dans *Le Programme de transition* : « Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière, et d'ailleurs ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier. A ces moments-là, il est nécessaire de créer des organisations ad hoc, qui embrassent toute la masse en lutte : les COMITES DE GREVE, les COMITES D'USINE et enfin les SOVIETS. » Nous ne pensons pas que cette analyse, qui date de 1938, ait vieilli.

La LCR se déclare, tout comme nous, favorable à la mise en place de tels comités de grève dans les luttes. Mais derrière les mêmes mots, mettons-nous le même contenu ?

Les camarades de la LCR insistent sur le fait que ces comités de grève ne doivent pas devenir des machines antisyndicales, tout en affirmant qu'ils ne conçoivent pas ces comités comme de simples appendices de ces organisations syndicales.

Mais les rares expériences que nous avons eues récemment dans ce domaine — en particulier lors des grèves des usines Chausson de Gennevilliers — laissent penser que la préoccupation essentielle de la LCR est de concilier les intérêts des « syndicats » — ce qui se confond en l'occurrence avec ceux des appareils — et les intérêts des travailleurs en lutte. Le comité de grève vu par les camarades de la LCR est une sorte d'intersyndicale élargie à des travailleurs du rang, mais où, par la force des choses, ce sont les militants de l'appareil qui prédominent.

Et bien nous pensons que les deux perspectives — celles des luttes dirigées par les travailleurs eux-mêmes et indépendamment des appareils syndicaux, et celles des luttes dirigées par les appareils, même entourés de travailleurs — sont deux perspectives inconciliables. Et ne pas faire tout pour aller jusqu'au bout afin que les travailleurs dirigent eux-mêmes les luttes, malgré et y compris contre les appareils syndicaux, c'est en fin de compte aider ces derniers.

Les syndicats aujourd'hui s'opposent aux comités de grève souverains, expression démocratique des travailleurs en lutte. Quand ils invoquent leur compétence, en l'opposant à la spontanéité et à l'expérience des masses, c'est une argutie à laquelle les révolutionnaires auraient tort de se laisser prendre.

Tout comme dans le passé, les travailleurs auront, dans la période qui vient, à s'affronter aux bureaucraties ouvrières, parce que ces dernières, directement liées au gouvernement, se mettront au travers de leurs luttes. Ils ne pourront le faire que s'ils savent se donner une direction indépendante, la plus indépendante possible des appareils. Et le rôle des révolutionnaires dans les entreprises est de mettre toutes leurs forces à les y aider.

J.-P. Vial (LO)

Revolutionnaires dans la classe ouvrière

La position de la LCR

LORS de notre meeting commun organisé par la LCR et LO le 11 mars à Paris, Arlette Laguiller est revenue sur les désaccords de LO avec la LCR sur l'intervention dans les entreprises.

— LO s'adresserait à tous les travailleurs, tandis que la LCR se préoccuperait des seuls travailleurs politisés influencés par le mouvement ouvrier organisé.

— Dans les confrontations avec les directions réformistes, LO prendrait à témoin les travailleurs du rang tandis que la LCR se confinerait aux batailles au sein de l'appareil syndical.

— Dans les grèves, LO proposerait l'élection de comités de grève tandis que la LCR négligerait une telle tâche.

— Définir une orientation politique qui défende de manière indissociable les intérêts de la classe ouvrière et les exigences de la construction d'un parti révolutionnaire, voilà le cadre d'une discussion que nous voudrions commencer avec LO.

La question du travail syndical

Nous partons, dans notre intervention quotidienne, de la défense des intérêts de la classe ouvrière. Pour défendre leurs revendications, leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail, les travailleurs ont construit, au travers de décennies de luttes de classes, leurs organisations de défense : les syndicats.

Ces syndicats, malgré la politique de leurs directions bureaucratiques, constituent non seulement un acquis considérable, mais c'est la seule force d'organisation permanente dont peuvent se servir les travailleurs pour la défense de leurs intérêts quotidiens.

Aussi, ne pouvons-nous pas être d'accord avec l'assimilation qu'opère LO des syndicats — organes de défense de la classe — aux appareils syndicaux. Car si les syndicats sont dominés par des appareils bureaucratiques, ils n'en restent pas moins des organisations de masse des travailleurs.

C'est pourquoi, LO en assimilant les syndicats aux appareils réformistes ne peut que négliger tout réel travail syndical. C'est aussi, à l'usine, ce qui conduit les militants de LO à s'en servir comme simple couverture, lorsqu'ils sont majoritaires ou influents dans une section syndicale, de leur organisation politique.

Une telle orientation désarme les révolutionnaires d'un double point de vue :

— Elle laisse les mains libres aux directions syndicales, car elle libère les bureaucrates d'une opposition syndicale de lutte de classe qui conteste leur mainmise sur les syndicats ;

— Elle handicape le travail de masse des révolutionnaires dans la classe ouvrière, car tout le monde sait qu'en général « les hommes et les femmes de confiance » de la classe ouvrière, ses dirigeants dans les luttes, ceux vers qui l'on se tourne dans les ateliers ou les services sont des travailleurs reconnus sur le plan syndical.

Voilà pourquoi la LCR, depuis maintenant des années, a fait le choix d'un travail syndical patient, systématique et cohérent.

D'abord par un travail de masse quotidien dans la lutte de classes pour la défense de toutes les revendications ouvrières, « les petites comme les grandes ». Dans ce travail syndical de tous les jours, les militants de la LCR cherchent à mobiliser non seulement les syndiqués, mais aussi les travailleurs non syndiqués, toujours dans le but de se rapprocher et de rapprocher l'organisation syndicale de la masse de travailleurs (c'est par exemple, l'appui qu'apportent nos militants à la

maison de délégués de chaîne dans certaines grosses usines de l'automobile).

Ensuite, c'est la conquête de positions syndicales — non pour avoir des postes, mais sur la base de positions de classe pour consolider la confiance qu'ont donnée les travailleurs à nos camarades. Comment les travailleurs pourraient-ils comprendre que nous refusions les responsabilités qu'ils nous confient ?

Enfin, et c'est aller jusqu'au bout de notre choix, c'est la participation sur des positions lutte de classe à la construction d'une tendance syndicale contre la politique des directions confédérales, seul moyen de faire aujourd'hui des syndicats l'instrument unitaire, démocratique et de classe dont les travailleurs ont besoin contre les attaques capitalistes.

C'est dans ce sens que nous

Faut-il rappeler que dans toutes les grèves de l'automobile, depuis le 10 mai 1981, nous avons appuyé toutes les formes d'auto-organisation apparues : du comité de Renault-Flins en avril 1982, à la commission de travailleurs de la sellerie à Billancourt en janvier 1983, au comité de grève à Chausson.

Dès que les conditions politiques sont réunies — à savoir un rapport de forces qui préserve le caractère représentatif de ce type de structure — les militants de la LCR prennent l'initiative de proposer aux travailleurs toutes les formes d'auto-organisation qui, dans l'unité, associent et organisent démocratiquement la masse des travailleurs en grève.

Il n'y a donc pas désaccord entre LO et la LCR sur la nécessité de comités de grève pendant les grèves.

constituer une commission de travailleurs ?

Les comités de grève ne sont évidemment pas un simple supplément aux syndicats, ou même un organe de pression comme peuvent le considérer certains syndicalistes ; non, il y aura bataille contre l'appareil réformiste pour imposer les comités de grève élus et leur souveraineté. C'est au comité de grève, responsable devant l'assemblée des travailleurs, de décider et à personne d'autre (et à Flins, par exemple, nous avons soutenu, contre les responsables PCF, les travailleurs qui ont imposé le comité de grève aux négociations). Pour réaliser l'unité des travailleurs en grève, il faut aussi rejeter toute manipulation des comités de grève comme une machine antisyndicale ou comme un regroupement politique de fait qui isole une frange radi-

perspectives politiques.

D'abord, parce qu'il est indispensable de fournir le cadre politique, les explications nécessaires de l'organisation révolutionnaire. Cela suppose, l'apparition des militants révolutionnaires comme militants politiques dans l'entreprise.

Voilà pourquoi, depuis quelques années, l'apparition politique de la LCR dans les entreprises, par le renforcement et la construction de nouvelles cellules dans des bastions clefs de la classe ouvrière, par l'accroissement du nombre de feuilles d'entreprise (feuilles qui sont un point d'appui pour le travail de masse de militants), par l'organisation dans et autour de la LCR des travailleurs qui agissent avec elle dans les entreprises et les syndicats.

Bien des efforts sont encore nécessaires, mais sur ce point, LO et la LCR partagent les mêmes objectifs.

Ensuite, lorsque les révolutionnaires sont bloqués par l'appareil bureaucratique, ou que le problème dépasse le cadre syndical, ils doivent prendre des initiatives : appels, pétitions, initiatives de mobilisation, à condition toujours que cela aille dans le sens de l'unité des travailleurs.

Aussi, la LCR a donné son appui au mouvement Pour l'union dans les luttes en 1980-1981. Nous avons soutenu l'appel lancé par 1 000 travailleurs de Rouen, fin 1982.

Parfois, il s'agit de signatures ou d'appels à des réunions d'atelier ou de service, à partir de délégués syndicaux, mais contre l'appareil bureaucratique.

Mais nous rejetons toutes les initiatives, comme par exemple la constitution de comités de lutte permanents, qui ne peuvent déboucher que sur la minorisation des travailleurs les plus combattifs et une coupure entre différentes couches de travailleurs, affaiblissant la mobilisation unitaire globale. Malheureusement, les camarades de LO en prennent souvent la responsabilité.

Oui, faire de l'organisation révolutionnaire un élément moteur de l'unité de combat des travailleurs, de leur rassemblement aussi large que possible est décisif.

C'est ce point qui nous guide pour aborder le problème de la construction du parti, car nous partageons les préoccupations de LO sur la nécessité d'un nouveau parti ouvrier « à gauche de la gauche », le dialogue avec les communistes et les socialistes désorientés par la politique de leurs directions.

Mais comment concilier les exigences envers le mouvement ouvrier tel qu'il est actuellement, organisé par le PS et le PC, et un travail syndical conséquent ? Comment concilier cette politique avec le refus de faire un geste élémentaire aux yeux de ces travailleurs : appeler à un vote de classe pour les candidats du PC et du PS contre la droite ? Enfin, comment LO peut-elle nous reprocher de nous préoccuper des travailleurs politisés, alors qu'elle sent bien que la construction du parti implique de s'adresser à ces dizaines de milliers de travailleurs organisés et influencés par le mouvement ouvrier traditionnel.

Quant à nous, nous essayons dans les entreprises de combiner indissociablement la construction d'une organisation indépendante, d'un parti d'action utile aux travailleurs, avec une orientation qui stimule la mobilisation unitaire des travailleurs et développe une alternative politique anticapitaliste à la politique des directions réformistes.

C'est, à nos yeux, la seule façon de répondre aux exigences de la masse des travailleurs comme à celle des travailleurs politisés. Et de contribuer à la construction du parti révolutionnaire des travailleurs, à laquelle nous voulons travailler les uns et les autres.

François Ollivier (LCR)



Un meeting organisé par les grévistes aux usines Citroën en 1983.

avons soutenu la bataille autour de « l'appel de Marseille » dans la CGT qui soulignait la nécessité pour les syndicats de prendre position pour chasser Giscard.

Par là-même, cet appel indiquait ce que devait être le rôle élémentaire du syndicat face à une telle échéance, et il fournissait à toute une série de travailleurs syndiqués, de militants « lutte de classe », le moyen de se remobiliser.

Dans la CFDT, nos militants se sont totalement investis dans la construction d'une opposition syndicale de classe à la direction confédérale Maire.

Aussi, ce n'est pas en discutant, ou en négligeant le travail syndical, qu'on répondra à la situation de crise des organisations syndicales, mais en y menant une bataille de classe et de masse en leur sein.

Et les comités de grève ?

Lors des grèves, les camarades de LO défendraient l'élection de comités de grève, tandis qu'à la LCR nous nous opposerions.

Cette appréciation de LO est totalement erronée. Faut-il rappeler aux camarades de LO qu'en 1971, à l'EDF Brest, ce fut à l'initiative d'un dirigeant de la LCR que les travailleurs élurent un comité de grève.

Là où il existe un désaccord réel, c'est sur le rapport de ces comités de grève à l'organisation syndicale, c'est sur la nécessité de faire de ces structures de réels organismes unitaires et représentatifs. Les désaccords renvoient à nos différences politiques sur la bataille pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations dans l'action face aux patrons.

Si nous proposons l'élection des comités de grève dans des assemblées de travailleurs en grève, c'est pour que ceux-ci contrôlent démocratiquement leur mouvement, réalisent l'unité des grévistes et construisent le meilleur rapport de forces.

Dans ces conditions, nous sommes favorables à la participation des organisations syndicales à ces comités de grève, étant bien entendu que ces derniers restent souverains sur la conduite de l'action.

C'est le meilleur moyen pour que les travailleurs fassent l'expérience de la politique des réformistes, dans la pratique même de la lutte des classes. N'est-ce pas ce qu'ont fait les travailleurs de Flins en imposant l'unité syndicale CGT-CFDT par la participation du comité de grève, en tant que tel, aux négociations avec la direction de la Régie. N'est-ce pas ce qu'ont fait les ouvriers de la sellerie de Billancourt en se tournant vers leurs délégués CGT et CFDT pour

cale de travailleurs de la mobilisation de masse unitaire, conduisant ainsi à la division des rangs ouvriers et à l'affaiblissement des travailleurs en grève.

Voilà où peuvent se situer les désaccords avec LO sur la question des comités de grève.

L'intervention politique des révolutionnaires dans l'entreprise

La LCR ne s'intéresserait-elle qu'aux travailleurs « politisés », comme le prétend LO ? La LCR détermine son intervention en fonction des intérêts de la masse des travailleurs et non vis-à-vis de telle ou telle couche plus ou moins politisée. Mais deux critères guident notre intervention : la bataille pour le front unique des travailleurs et de leurs organisations, pour leur unité dans l'action, et la construction d'un parti révolutionnaire.

Dans ce cadre, l'intervention politique des révolutionnaires est décisive. Car, si le travail syndical est le levier décisif pour stimuler et impulser la mobilisation unitaire des travailleurs, les révolutionnaires ne peuvent apparaître seulement comme de bons syndicalistes ou « les meilleurs lutteurs », mais ce sont des gens dont les travailleurs attendent des



La deuxième mort de Mao (1)

Dans le courant du mois de mai, François Mitterrand se rendra en visite officielle en Chine. Outre les traditionnels « échanges de vue » sur la situation internationale, les conversations du président de la République avec les dirigeants de ce pays seront largement consacrées à la situation au Cambodge et dans la péninsule indochinoise, mais surtout aux rapports bilatéraux entre les deux pays.

La France n'occupe désormais qu'une place secondaire dans le commerce extérieur chinois, très loin derrière le Japon et les Etats-Unis ou même la République fédérale allemande et la Grande-Bretagne. Malgré ce handicap, le gouvernement français cultive l'espoir que cette visite permettra d'accélérer la conclusion d'importants contrats, depuis longtemps en discussion (vente de céréales, de matériel de télécommunications et de transport, nouveaux champs de recherche pétrolière, etc.). Il ne ménage pas ses efforts en ce sens, comme on a déjà pu le voir lors

du récent passage à Paris de la ministre du Commerce extérieur du gouvernement de Pékin...

La visite de François Mitterrand s'effectue alors que la nouvelle direction chinoise, symbolisée par le « trio » Deng Xiaoping, Hu Yaobang (secrétaire général du Parti communiste) et Zhao Ziyang (Premier ministre), renforce son autorité sur l'appareil politique et administratif du pays et tandis que s'accélère le processus dit de « réajustement et de réformes économiques » engagé depuis le troisième Plénum du comité central du PCC, en décembre 1978. C'est essentiellement du contenu, de l'ampleur (généralement sous-estimée) et des implications de cette réforme que traite la série consacrée à la Chine et dont nous entamons aujourd'hui la publication. Elle a été écrite par notre camarade Jean-Pierre Beauvais, à la suite d'un récent voyage en République populaire de Chine. Le premier article, ci-dessous, en constitue l'introduction.

POUR la première fois de ma vie, je tombai brusquement sur des hommes qui mourraient parce qu'ils n'avaient rien à manger. (...) Avez-vous jamais vu un homme (...) après qu'il n'a rien eu à manger pendant plus d'un mois ? C'est un spectacle atroce. Ses chairs mourantes pendent sur lui en plis froissés ; on distingue clairement chaque os de son corps ; ses yeux regardent fixement sans voir, et même si c'est un jeune homme de vingt ans, il se déplace comme une vieille très âgée, se traînant d'un lieu à l'autre. S'il a eu de la chance, il a depuis longtemps vendu sa femme et ses filles. Il a vendu tout ce qu'il possédait — la charpente même de sa maison et la plupart de ses vêtements. (...) Je ne veux pas dramatiser l'horrible. Ce sont des choses que j'ai vues de mes yeux et que je n'oublierai jamais. Des millions d'êtres humains meurent de faim de la sorte. (...)» C'est ainsi que l'Américain Edgar Snow décrivait la situation dans les campagnes chinoises au terme d'un périple qui, au début des années trente, l'avait mené dans les provinces nord-occidentales du pays.

Celui qui fut le premier journaliste à visiter l'intérieur de ce pays-continent ajoutait aussitôt : « (...) Mais après tout ce n'était pas là le plus choquant. Le plus choquant est que dans les villes il y ait encore des gens riches, des gens qui accumulent le riz ou le blé, des prêteurs et des propriétaires qui ont des gardes armés pour les défendre pendant qu'ils font des bénéfices scandaleux. » Images d'hier, bien sûr... Mais images d'un passé encore trop proche pour ne pas être le contrepoint de tout jugement de la situation présente. Surtout s'agissant d'une société qui compte désormais plus d'un milliard d'hommes et de femmes...

Pauvreté sans misère...

Pékin, parce qu'elle est la capitale ; Shanghai, car elle abrite la première concentration industrielle du pays ; les campagnes du Hebei, au cœur de la « zone du blé », ou les riches terres rizicoles du Jiangsu ne rendent compte que très partiellement d'une réalité aussi immense et multiple que celle de la Chine. Surtout lorsqu'elles sont trop rapidement visitées. Pourtant, comment ne pas être saisi par le contraste ? Contraste, bien sûr, entre la réalité d'aujourd'hui et celle que décrivait Edgar Snow. Mais contraste, surtout, entre la réalité actuelle et celle des pays dits « du tiers monde » ; les seuls, évidemment, avec lesquels des comparaisons soient possibles.

A ne s'en tenir qu'aux statistiques, les Chinois sont parmi les plus pauvres de la planète. Certes, le produit national brut (PNB) du pays le plaçait, en 1981, au huitième rang des puissances économiques mondiales. Mais le calcul par habitant (PNB/hab.) ramenait la Chine au rang des nations les moins fortunées (le 141^e sur un total de 170), pas loin de l'Inde ou de la majorité des Etats d'Afrique noire. Et il est vrai que cette pauvreté de la société est manifeste, évidente, partout et dans tous les domaines : aux champs, où le travail intensif, ardu, rarement mécanisé, signifie encore et d'abord



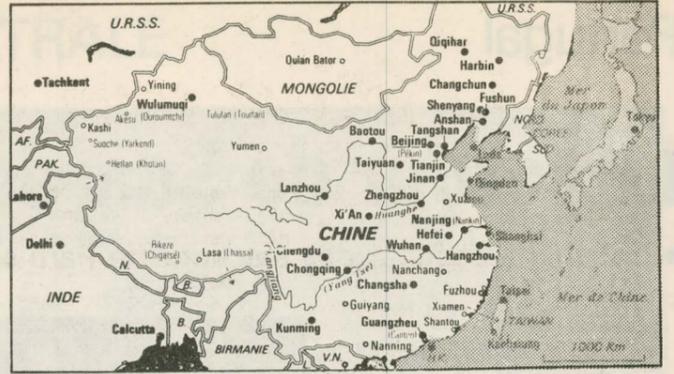
produire ce que l'on mangera demain ; sur ces chantiers où s'activent des centaines, voire des milliers de travailleurs avec leur pelle et leur pioche pour seuls outils et où paniers et charrettes à bras suppléent toujours au manque de camions ; dans ces usines où une main-d'œuvre abondante compense mal une technologie désuète ; dans la précarité de l'habitat traditionnel comme dans l'austérité des nouveaux quartiers qui se multiplient à la périphérie des grandes villes...

Paradoxalement, c'est cette pauvreté-là qui rend plus frappante l'absence de véritable misère : rien de près ou de loin ne rappelle le dénuement extrême — et malgré tout croissant — des masses paupérisées du monde semi-colonial. Celles de Calcutta ou de l'Altiplano bolivien, celles de Lima ou du Nordeste brésilien, celles des terres froides du Guatemala ou même des banlieues de Mexico.

Ceux qui, derrière leurs discours démagogiques sur les « droits de l'homme », ne défendent en réalité rien d'autre que le droit à la libre entreprise y ont-ils seulement pensé ? C'est leur système en crise qui, aujourd'hui, condamne à la faim et à la sous-alimentation huit cents millions d'hommes. C'est au contraire le premier des acquis de la révolution chinoise que d'avoir garanti au quart de l'humanité le plus élémentaire et le plus fondamental de ses droits : celui de manger.

Les acquis, depuis l'instauration de la République populaire en 1949, ne se limitent évidemment pas qu'à cela. Et bien que l'objet de cet article ne soit pas d'en dresser la liste, il en est au moins un autre qu'il faut mentionner. Car il est le produit non seulement des progrès spectaculaires accomplis au niveau de l'alimentation, mais aussi de l'accès de tous à l'éducation, à l'hygiène et à la santé : alors que sous l'ancien régime l'espérance moyenne de vie était de trente-cinq ans, elle est actuellement de soixante-huit ans.

Elimination de la faim et bien au-delà (comme en témoignent l'abondance et la variété des produits alimentaires en vente dans les magasins d'Etat et sur les marchés libres paysans), doublement de l'espérance de vie, éducation primaire généralisée, modification profonde de la condition des femmes ou encore, pour une population au 8/10^e rurale (soit 800 millions !), arrivée de la route et de l'électricité au village... Conquêtes parmi d'autres. Elémentaires, vues d'ici, mais fondamentales là-bas, elles ont radicalement transformé les conditions d'existence de toute la population.



On ne s'étonnera pas, dès lors, de l'attachement évident, indiscutable, des masses chinoises au régime, à l'essentiel : la fin du système d'exploitation et la collectivisation des moyens de production. Et cela malgré les insuffisances et les limites inhérentes à la gestion bureaucratique ; au-delà des vicissitudes politiques des dernières décennies et des virages brusques qu'elles ont signifiés dans les orientations décidées au sommet.

Le maoïsme en question

Le dernier en date de ces « virages » est comme symbolisé au cœur de la capitale, sur l'immense place Tien An Men. Là où se dresse, un peu à l'écart d'une foule perpétuelle, dense, animée, le mausolée de Mao Zedong. Un mausolée désert et semblant n'attirer que des regards indifférents.

Ailleurs, les statues et portraits de celui qui fut le « grand timonier » sont de plus en plus rares. Quant à ses écrits, s'ils sont toujours disponibles, ils ne sont pas plus mis en valeur que d'autres dans les rayons des librairies... Et il est fréquent, lors de conversations organisées ou fortuites, d'entendre l'auteur du *Petit Livre rouge* faire les frais d'un humour, voire d'une ironie qui semblent largement partagés et tranchent singulièrement avec la prudence officielle concernant la personne de l'ancien dirigeant.

A ce niveau, il est encore nécessaire de ménager les susceptibilités de secteurs en régression, mais encore importants, de l'appareil du parti, de l'armée ou de l'administration. Mais, à l'évidence, ce n'est là qu'une question tactique. Une question de temps, donc.

Sur le fond, la remise en question, directe ou indirecte, de ce que furent les grandes orientations intérieures du maoïsme à partir de 1958 (l'époque du « Grand Bond en avant ») est radicale. C'est la signification la plus évidente et l'une des fonctions des diverses campagnes de propagande sur les méfaits de la « révolution culturelle » et de ce qui est présenté comme son sous-produit, la « bande des quatre ». Les années 1966-1976 y sont qualifiées de « parenthèse tragique » dans l'histoire de la Chine populaire, de décennie au cours de laquelle les grandes conquêtes révolutionnaires « ont bien failli être détruites ». « Une décennie de retard dans notre développement », lit-on et entend-on un peu partout.

L'insistance dans la dénonciation de cette période de « divisions » et d'« affrontements sanglants » répond aussi à une préoccupation profonde d'une bureaucratie encore peu homogène : ne jamais rééditer un processus qui, sur la base de l'exacerbation de ses conflits internes, ouvre la voie à une mobilisation de masse pouvant faire vaciller son pouvoir...

Mais, dans la mesure où le rejet de cette période semble largement accepté par la population, la fonction de ces campagnes incessantes est aussi de mieux convaincre de la « justesse » et du bien-fondé des nouvelles orientations articulées autour de la « réforme économique ». Réforme qui, si elle est appliquée intégralement, ne pourra que conduire à de profondes modifications dans la société chinoise, dans les campagnes comme dans les villes. Réforme qu'un interlocuteur n'hésitait pas à qualifier en manière de boutade, mais pas sans fondements, de « contre-révolution culturelle ».

(A suivre)
Jean-Pierre Beauvais

La última cena

LA *Ultima Cena*, film cubain de Tomas Gutierrez Alea, est un chef-d'œuvre. *Yol* excepté, et *Queimada* de Pontecorvo, c'est sûrement ce que l'on peut voir de plus fort à Paris : un film révolutionnaire.

Le titre est intraduisible en français, puisque la *cena* espagnole se traduit « souper » en français, tandis que *cena* n'est plus employé dans notre langue qu'au sens religieux du dernier repas du Christ avec ses disciples. C'est ce double sens de *cena* qui est le pivot du film situé à Cuba, à la fin du XVIII^e siècle, alors que la révolte de Saint-Dominique a déjà eu lieu. C'est l'histoire d'un noble comte, propriétaire foncier qui, pour la semaine sainte, rend visite à sa plantation où des affranchis métis font durement trimer de nombreux esclaves. Le Maître a l'idée farfelue de refaire la cène, le soir du Jeudi Saint, avec douze esclaves choisis au hasard — dont un « Nègre marron », repris après sa deuxième tentative de fuite et auquel on vient de couper une oreille —, pour les convaincre de la jus-

tice divine et de leur bonheur d'être les « derniers » qui seront les premiers au Ciel. Les illusions créées cette nuit-là coûteront cher... aux esclaves.

Le traitement du thème est du haut réalisme, où le moindre personnage est typique dans son épaisseur vivante, où chaque événement — même le plus aléatoire — s'impose comme une évidence et en même temps symbolise. La répétition de la Cène christique devient une farce tragique, où toutes des significations rituelles se renversent, et où c'est le Judas désigné qui devient un nouveau Jésus, non de résignation, mais de soulèvement.

La beauté constante des images, le jeu admirable et tout en finesse des acteurs coulent de cette source de vérité du traitement du sujet.

Oui, chef-d'œuvre, et qui donne une idée de ce que peut être un cinéma libre. A voir absolument pour les Parisiens, et à réclamer dans tous les ciné-clubs de province.

Michel Lequenne

A « L'épée de bois », 100, rue Mouffetard.

Dans la ville blanche

Il ne faut pas se tromper, Lisbonne, la Ville Blanche (comme Alger, comme Casablanca), c'est déjà le Sud profond. Ne nous trompons pas davantage, Tanner, Ganz, ces Suisses-là sont singulièrement germaniques. Méditerranée, latinité, Grèce, que de ravages exercés dans « l'âme germanique ». Ce Sud irrésistible qui conduit Holderlin ou Nietzsche à la folie, envoie Wagner mourir à Venise, engage Schliemann, archéologue félé, sur les traces perdues de Troie et le baron von Gloeden dans l'exta-

se d'homosexualités siciliennes. Si Lisbonne est un peu décentrée par rapport à ce Sud qui résorbe en mort ou en folie les fêlures germaniques, on voit bien que l'air du grand large y est pour quelque chose. Le diamant noir au bas-ventre d'une jeune Portugaise où Ganz se perd, c'est aussi la bouche du Tage pour un marin-robot de tanker-usine. S'il a des moments flous, le film de Tanner est véritablement une fiction et un poème à mi-chemin des cartes de géographie et des territoires de la

Ghandi : la non-violence sanglante

GHANDI, le film de Richard Attenborough's, obtient partout un succès considérable. A tel point qu'en Afrique du Sud, les autorités ont tenté d'en interdire la projection à la minorité indienne. Il faut dire que l'évocation de la jeunesse du leader indien découvrant dans cette région le racisme et la ségrégation prend une dimension particulièrement subversive au pays de l'apartheid.

On peut aisément comprendre l'écho de cette super-production. Elle retrace une page souvent méconnue de l'histoire de 350 millions d'individus se battant pour arracher leur droit à la dignité. Elle permet de toucher du doigt toute la violence avec laquelle la couronne britannique chercha à sauvegarder son empire.

Là s'arrête pourtant l'intérêt du film. Celui-ci n'éclaire nullement les raisons pour lesquelles cet ancien avocat, préconisant le retour au rouet et au filage manuel dans les campagnes, devint, durant un quart de siècle, le leader du Congrès national indien. Si Ghandi put entraîner la population misérable dans des initiatives de désobéissance civile, c'est qu'il comprit rapidement que les anciens dirigeants nationalistes, trop occupés à singer les comportements des occupants blancs, ne seraient jamais capables d'accéder au pouvoir.

Pour gagner la confiance des déshérités, le Mahatma adopta ce style austère et dépouillé qui créa par la suite son mythe.

Il n'hésita jamais à payer de sa personne, bravant les menaces policières et ne reculant pas devant l'emprisonnement. Il profita également du discrédit qui frappa le Parti communiste lorsque celui-ci,



conformément aux injonctions de Staline, appuya l'effort militaire de la Grande-Bretagne au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Contrairement aux staliens, le Congrès, derrière Ghandi, poursuivit son combat contre la discrimination raciale, démultipliant du même coup son audience.

Le cinéaste défend l'idée selon laquelle l'indépendance indienne fut le résultat de l'action individuelle du leader nationaliste. Ce faisant, il escamote des causes bien plus déterminantes comme l'affai-

blissement de la puissance coloniale au lendemain du conflit mondial, le refus des travailleurs britanniques de soutenir une occupation sans cesse plus coûteuse, et surtout la force du mouvement des masses. C'est d'abord l'impuissance du vice-roi des Indes à maîtriser ce dernier qui contraignit Londres à passer la main.

La stratégie de Ghandi conduisit à des impasses sanglantes. La non-violence imposée aux démonstrations de foule fit bien des morts face aux fusils et aux gourdins britanniques. Devant la division du pays entre hindous et musulmans, le Congrès, en refusant d'avancer des solutions basées sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination, permit toutes les manœuvres de l'impérialisme. Car, contrairement à la thèse du film, les affrontements entre ethnies qui aboutirent à la partition du sous-continent ne furent pas le résultat d'intrigues ourdies par les extrémistes des deux bords, mais la conséquence d'un plan des occupants pour diviser l'Inde et briser le mouvement national.

Au bout du compte, l'œuvre d'Attenborough's esquisse la principale leçon : l'action de Ghandi permit à l'impérialisme de sauver l'essentiel. La bourgeoisie indienne accéda à son indépendance politique et put renégocier ses rapports économiques avec l'ancienne puissance dominante dans un cadre néo-colonial, tout en conservant un étroit contrôle sur le mouvement populaire. Tout compte fait, le ghandisme permit d'empêcher que les exploités, en prenant en mains leurs propres affaires, ne remettent en cause les structures de classes de l'Inde.

Christian Picquet

déraison. Un « dialogue Nord-Sud » intime, diamant noir en effet qui va du sexe au cœur et de la tête à l'âme.

Piotr Gourmandisch

Balles perdues

Après *Ombre rouge* (le stalinisme, la guerre d'Espagne, la mort), Comolli réalise une comédie policière. On s'y perd un peu, même si l'on rit beaucoup et si l'on sent derrière les images une intelligence réelle du cinéma. Comolli, qui sait pourtant bien ce qu'est un spectateur vigilant (ancien rédacteur en chef des *Cahiers du cinéma*), ne nous aide guère à s'y retrouver. *Balles perdues* n'est pas une parodie de polar mais un polar drôle. La machine, voire la machination, se met en place par référence à un univers connu (le polar) et

à un autre oublié (la comédie policière française de l'entre-deux guerres). Le jeu consisterait à observer les dérapages multiples de ces coïncidences toujours retardées : que chacun soit à sa place en une sorte de jeu des quatre coins matiné de labyrinthe. Il y a dans ces dérapages partie du statut qui lie l'imaginaire et le réel (serait-il l'imaginaire des autres) et partie du statut qui lie idéologie et politique. CQFD. Comolli fait toujours le même film : c'est un auteur !

P. G.

T'es fou Jerry !

Jerry Lewis : un cinéaste, un personnage. Beaucoup pour un seul homme, d'autant que cela dure depuis pas mal d'années. Cette persistance est aussi une leçon de fidélité à un univers intangible où se maintient l'une des dernières œuvres personnelles du cinéma américain. Et c'est une leçon de fidélité au cinéma. Mieux, c'est un film qui re-met en scène l'histoire du personnage,

de l'acteur, du cinéaste. Que ce soit très souvent très drôle va sans dire (on dit que certains sont allergiques, ça les regarde). Quant à la nostalgie, elle n'est pas sur l'écran mais dans la salle. Pas de béatitude « rétro » refilée pout trente balles mais le deuil d'une époque où on allait voir des films faits par des cinéastes, pas des téléfilms gonflés faits par des lecteurs de best-sellers.

P. G.



sur le petit écran

● **Vendredi 23 h (A2)**, début d'un cycle consacré à Michel Simon, avec *la Vie d'un honnête homme*, de Sacha Guitry ; Michel Simon y interprète un double rôle réjouissant...

● **Samedi 20 h 35 (A2)**, hockey sur glace : URSS-Tchécoslovaquie.

21 h 35 (TF1), « Droit de réponse » consacré aux accidents du travail.

● **Dimanche 20 h (FR3)**, retour de l'équipe farfelue et débridée de « Merci Bernard », avec J.-M. Ribes, Gédé, Topor, R. Le Haineux et José Lopez...

22 h 30 (FR3), troisième et dernier volet des *Misérables* de Raymond Bernard ; la plus belle des trois parties, avec la fine fleur des comédiens français d'avant-guerre. Dans les rues de Paris révolté, Jean Valjean rencontre Gavroche, et la symbiose est totale

entre le lyrisme de Hugo et le souffle de l'évocation filmée...

● **Lundi 20 h 35 (FR3)**, *le Voleur* de Louis Malle avec J.-P. Belmondo, G. Bujold, J. Guiomar et Marie Dubois... une remarquable adaptation du chef-d'œuvre de Georges Darien, l'un des derniers grands rôles de Belmondo et une manière de se rappeler que Louis Malle, nanti d'un bon scénario, reste l'un de nos meilleurs cinéastes.

● **Jeu 20 h 35 (FR3)**, *l'Insurrection*, film nicaraguayen de Peter Lilienthal. Comme beaucoup d'autres cinéastes, le réalisateur ouest-allemand P. Lilienthal a voulu contribuer à faire connaître au monde l'expérience d'un peuple né à la liberté après de longues années de lutte. *l'Insurrection*, qui a bénéficié de gros moyens matériels et financiers, relate la bataille de la ville de Leon, lors de l'insurrection victorieuse des sandinistes...M. Laszlo

Des travailleuses contre le temps partiel

● Dans une usine, Bekaert Cokerill en Belgique, des femmes licenciées pour avoir refusé le travail à temps partiel mènent une lutte exemplaire

Dans une clouterie belge, Bekaert Cokerill, entreprise de la métallurgie, treize femmes ont été licenciées pour avoir refusé le travail à temps partiel que le patron voulait leur imposer.

Invitées à Paris par le Club Flora Tristan, deux de ces travailleuses, Marguerite Staquet et Christiane Beatens, ont bien voulu nous raconter leur lutte contre la discrimination sexiste dont elles étaient l'objet.

Dure lutte car elles ont dû la mener seules, leurs délégués syndicaux de la CFC et de la FGTB ne les ayant pas soutenues.

Lutte exemplaire par la tenacité et la combativité dont elles font preuve, par le sens qu'elles donnent à leur combat : « une injustice commise contre une femme est une menace pour toutes ».

Au moment où la pression du chômage s'accroît dans toute l'Europe et où se généralise la tendance à renvoyer totalement ou partiellement les femmes au foyer, nous devons entendre leur message et le populariser.

En France, après le discours de Mauroy annonçant le développement du travail à temps partiel et le présentant comme une « solution » au chômage, l'expérience des ouvrières de Bekaert Cokerill est d'une actualité brûlante. Il doit permettre d'impulser partout les débats sur les dangers de division du mouvement ouvrier que constitue cette atteinte au droit des femmes au travail.

● Pouvez-vous nous dire les raisons de votre lutte ?

— Marguerite — On voulait nous obliger à passer à mi-temps pour laisser notre travail à des hommes. On nous licenciait pour nous réengager avec un contrat à temps partiel, un contrat d'une durée d'un an. Tout cela pour mettre à notre place des hommes qui étaient sur un autre secteur où il y avait moins de travail.

La convention signée par les syndicats indiquait que les femmes non chefs de ménage — 28 femmes sur 31 — devaient passer à temps partiel !

Notre entreprise fabrique des pointes. Les hommes les préparent, les femmes les emballent et les colent.

Il faut savoir que les hommes gagnent en moyenne 40 francs belges à l'heure (à peu près 5,50 francs français) de plus que les femmes.

● Comment la décision de vous obliger à travailler à temps partiel a-t-elle été prise ? Comment a démarré votre lutte ?

— Christiane — La décision a été prise en commission paritaire entre les patrons, les syndicats et le conciliateur social, délégué par le gouvernement. Aucune de nous n'était présente. Ce sont les délégations syndicales qui sont venues nous l'annoncer.

Il faut savoir que lorsqu'ils sont venus nous en parler, il y avait déjà neuf semaines que nous étions en grève, hommes et femmes ensemble, conte les menaces de licenciements. La direction avait menacé aussi d'emporter l'outil de travail près du siège social de l'entreprise, à Hémiqsem, dans les Flandres.

Il y a sept ans, notre usine occupait 980 travailleurs, hommes et femmes. On a commencé à licencier 180 personnes, puis 50, puis 70. « On coupe les branches mortes », nous disait la délégation syndicale. Pour arriver jusqu'en août 1982 avec plus ou moins 275 personnes dont plusieurs devaient être prépensionnées (pré-retraitées en France, NDLR).

En septembre 1982, il y a eu encore 28 licenciements, 18 hommes, 10 femmes.

Le 15 octobre, ils sont donc venus présenter cette convention discriminatoire.

Comme il y avait une majorité d'hommes dans l'entreprise — 211 et 31 femmes — il y a eu un vote en assemblée générale majoritaire pour

accepter cette « solution » au problème de l'emploi. Les délégués ont dit comme ça qu'il n'y aurait plus de licenciements pour les hommes.

60 personnes ont voté contre cette proposition, 40 se sont abstenues et tous les autres étaient pour.

● Que s'est-il passé ensuite ?

— Marguerite — A partir de là tout le monde a repris le travail. Les délégués ont dit qu'on allait discuter du problème secteur par secteur.

Entre-temps, comme nous n'étions pas d'accord avec ce temps partiel, nous avons essayé de savoir si nous, les femmes, avions des commandes dans notre secteur. Affirmatif. Pas de chômage et beaucoup de travail. Alors, pourquoi ce travail à temps partiel imposé rien qu'aux femmes ? Tout simplement pour mettre des hommes d'un autre secteur, qui chômaient partiellement et qui avaient moins de travail, à notre place à temps plein.

Imposer le temps partiel, c'est une manière de renvoyer les femmes à leurs casse-roles et ce n'est pas parce qu'on renvoie les femmes que les hommes auront plus de travail. Le temps partiel n'est pas une solution au chômage.

nous. Mais on n'allait pas leur demander de se mettre en grève. Car à ce moment-là, ça embêtait encore plus le patron qu'ils ne fassent pas grève. Puisqu'il était obligé de les mettre en chômage partiel de toute façon, suite au fait qu'on bloquait une partie de la production.

● Quelle était alors la position des syndicats ?

— Christiane — Comme nous avions vu que les délégations syndicales n'étaient pas pressées par notre problème, nous avons décidé de défendre nos droits nous-mêmes. Nous avons pris contact avec la Maison des femmes de la Louvière (la ville la plus proche) et avec leur aide nous avons fait appel aux fédérations de femmes au niveau national, aux femmes des syndicats, ainsi

Alors, nous avons proposé de partager le travail avec ces hommes, de chômer partiellement avec eux, mais de garder notre droit au temps plein.

● Quelle fut la réponse des autres travailleurs et des syndicats ?

— Christiane — Les délégués et les permanents syndicaux demandèrent une négociation avec la direction pour rediscuter du point I-4 de la convention, le point discriminatoire. La date du 22 novembre fut annoncée. Le mercredi 3 novembre au matin, les 28 préavis de licenciement furent envoyés par le patron.

Nous ne pouvions pas accepter notre préavis. Les délégués ont convoqué une assemblée générale et nous ont obligées à repartir en grève, nous seules, les femmes. Pendant ce temps les hommes travaillaient à nos postes de travail ! Ça ne servait à rien qu'on fasse grève dans ces conditions. Alors on a tout bloqué. On a occupé nos machines, on a occupé l'usine, on a fermé l'air comprimé, celui qui sert à faire marcher nos machines. Et personne n'a jamais osé venir nous déloger.

● Comment se passait l'occupation ?

— Marguerite — On occupait en deux équipes, comme lorsqu'on travaillait — 6 heures du matin à 14 heures, 14 heures à 22 heures. Ça n'a pas été facile. Pour certaines d'entre nous, les maris étaient solidaires de notre lutte et nous soutenaient ; d'autres faisaient des difficultés.

Et puis, il fallait tout le temps surveiller, empêcher que les patrons n'enlèvent les pointes pour les faire emballer dans d'autres entreprises.

● Et les autres travailleurs de l'entreprise, comment ont-ils réagi ?

— Christiane — Ils étaient sensibilisés. Certains sont venus nous proposer de se mettre en grève avec



jusqu'à désigner au patron les cinq femmes les plus combattives !

« Il fallait faire un exemple ont-ils dit, pour qu'à l'avenir, celles qui restent se taisent et acceptent ce que nous, les hommes, nous pensons pour elle. »

● Comment avez-vous poursuivi la lutte ?

— Marguerite — A l'intérieur de

l'usine, on ne peut plus rien faire, on est considérées comme des « terroristes » ! Mais notre combat n'est pas terminé. Nous avons déposé des plaintes et engagé le processus juridique. Nous ne cessons d'ameuter l'opinion publique pour que ce qui nous arrive ne se représente plus, pour que les femmes soient considérées comme des travailleuses à part entière avec et comme les

Nos délégations syndicales se sont scandalisées que nous ayons pu penser, agir, nous battre nous-mêmes pour nous défendre. Alors elles nous laissèrent tomber : nous faisons grève seules.

hommes.

Sur notre préavis de licenciement, on a inscrit « licenciement d'ordre économique », alors qu'aujourd'hui 23 hommes remplacent les 13 femmes licenciées avec un salaire supérieur de 40 francs belges de l'heure et en faisant la moitié de la production. Alors que l'entreprise de Bekaert Cokerill a triplé son chiffre d'affaires dans les six premiers mois de l'année 1982.

Des femmes de plusieurs entreprises sont venues nous trouver et ont soutenu notre lutte.

Nous avons compris ce que le mot « solidarité » veut dire. Et nous savons qu'une injustice commise en-

vers une seule femme est une menace pour toutes les autres. Il ne faut plus que les patrons et les syndicats fassent payer la crise aux femmes.

C'est pourquoi nous ne baisserons pas les bras, nous gagnerons notre cause et nous répondrons « présent » chaque fois que l'on fera appel à nous, car beaucoup de gens se sont mobilisés pour nous aussi.

Nous sommes venues ici pour que l'opinion publique française connaisse notre licenciement discriminatoire, puisse nous soutenir et empêcher pareille injustice en France. Ce fut un trop dur combat. Qu'il serve aussi à apprendre aux femmes qu'elles ont les mêmes droits que les hommes.

N° 24 avril/mc 83 15 F

cahiers du féminisme

FRANCE : La loi antisexiste
IRLANDE : Référendum pour le droit du fœtus
La résistance des Salvadoriennes contre la dictature

DRÔLE D'EMPLOI POUR VOUS

classier Politique familiale

Commandes à la PEC 15F
(2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil).

SORTIE 20 avril

France : la loi antisexiste

Irlande : référendum pour le droit du fœtus

Salvador : la résistance des salvadoriennes

Dossier : Politique familiale